

Institut Georges Pompidou
Édition : Émilie Robin

Discours de Georges Pompidou

Vœux présidentiels 1970-1974



Mars 2015

À propos des vœux présidentiels

La tradition des vœux présidentiels est respectée scrupuleusement par Georges Pompidou. Les vœux à la Nation, diffusés à la télévision et à la radio le soir du 31 décembre, sont enregistrés dans l'après-midi. Georges Pompidou passe généralement le réveillon à l'Élysée. Le 1^{er} janvier est consacré aux vœux protocolaires en jaquette, notamment les vœux aux Corps constitués (Conseil d'État, Conseil constitutionnel, Cour des Comptes, etc.), présentés par le vice-président du Conseil d'État, Alexandre Parodi jusqu'en juin 1971, Bernard Chenot ensuite. Georges Pompidou reçoit ensuite à déjeuner ; selon les années sont invités le Gouvernement, ou le Premier ministre, ou encore son épouse Claude Pompidou.

Les jours suivants ont lieu les vœux au Corps diplomatique que préside traditionnellement le Nonce apostolique (alors monseigneur Egano Righi-Lambertini), ainsi que les vœux à la presse, qui sont l'occasion d'une conférence de presse.

Contenu :

Nouvelle année 1970.....	2
<i>Allocution télévisée (31 décembre 1969).....</i>	<i>2</i>
<i>Vœux au Corps diplomatique (1^{er} janvier 1970).....</i>	<i>3</i>
<i>Vœux aux Corps constitués (1^{er} janvier 1970).....</i>	<i>4</i>
Nouvelle année 1971.....	6
<i>Allocution télévisée (31 décembre 1970).....</i>	<i>6</i>
<i>Vœux aux Corps constitués (1^{er} janvier 1971).....</i>	<i>7</i>
<i>Vœux au Corps diplomatique (4 janvier 1971).....</i>	<i>8</i>
<i>Vœux aux journalistes (4 janvier 1971).....</i>	<i>9</i>
Nouvelle année 1972.....	12
<i>Allocution télévisée (31 décembre 1971).....</i>	<i>12</i>
<i>Vœux aux Corps constitués (1^{er} janvier 1972).....</i>	<i>13</i>
<i>Vœux au Corps diplomatique (3 janvier 1972).....</i>	<i>14</i>
Nouvelle année 1973.....	16
<i>Allocution télévisée (31 décembre 1972).....</i>	<i>16</i>
<i>Vœux aux Corps constitués (1^{er} janvier 1973).....</i>	<i>18</i>
<i>Message publié dans Yomiuri (1^{er} janvier 1973).....</i>	<i>19</i>
<i>Vœux au Corps diplomatique (3 janvier 1973).....</i>	<i>21</i>
Nouvelle année 1974.....	23
<i>Allocution télévisée (31 décembre 1973).....</i>	<i>23</i>
<i>Vœux aux Corps constitués (1^{er} janvier 1974).....</i>	<i>24</i>
<i>Vœux au Corps diplomatique (3 janvier 1974).....</i>	<i>26</i>
<i>Vœux de la presse française et étrangère (3 janvier 1974).....</i>	<i>27</i>

Nouvelle année 1970

ALLOCUTION TÉLÉVISÉE (31 DÉCEMBRE 1969)

Mots-clés : Histoire/mémoire

Lieux : -

Ces vœux sont enregistrés le mercredi 31 décembre à midi, et diffusés en début de soirée.

En cette soirée du 31 décembre où chacun s'apprête à fêter le Nouvel An, ma première pensée va à tous ceux qui ne pourront participer à la joie générale, ceux que frappe le malheur, un deuil, la maladie, la vieillesse, ou simplement, la pauvreté. Ne les oublions pas et que chacun de nous fasse, s'il le peut, quelque chose pour les aider.

À eux et à vous, je dis ce soir, avec tout mon cœur d'homme et de Français, « Bonne année ». Que 1970 vous apporte ce que vous souhaitez, santé, bonheur familial, succès dans vos études ou dans votre travail et, pour notre peuple, pour tous les peuples, ce bien suprême qu'est la paix.

Que 1970 soit aussi, pour notre pays, l'année du renouveau. Qu'après les secousses subies, les périls une fois encore surmontés, nous poursuivions dans le calme notre effort vers le progrès, vers le bien-être, vers la justice. Il y faut de la patience. Mais l'avenir appartient aux peuples patients.

Je disais : dans le calme. J'ajoute : dans l'amitié. Puissent les Français se sentir les uns des autres solidaires ; fils de la même patrie, unis pour le meilleur comme ils ont su l'être dans le pire. Notre vieux pays est riche de jeunesse et d'espoir. Il dépend de nous que son avenir soit un avenir de prospérité et de grandeur. Il y a exactement 25 ans, je m'en souviens, dans l'hiver glacé de la Libération, j'accompagnais le général de Gaulle qui rendait visite sous la neige aux villes de la banlieue parisienne. Partout, notre peuple mal nourri, mal chauffé, mal vêtu, s'acharnait à travailler pour refaire la France. Que notre jeunesse y songe et que ses maîtres le lui enseignent. Rien ne se gagne que dans l'effort, rien ne vaut d'être gagné que dans la fraternité.

Françaises, Français, ayons confiance. Que l'An Nouveau soit celui de l'espérance. Bonne année !

VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE (1^{ER} JANVIER 1970)

Mots-clés : Guerre froide – ONU – Organisations internationales

Lieux : Biafra – Moyen-Orient – Vietnam

Georges Pompidou consacre la matinée du 1^{er} janvier 1970 à des vœux prononcés en jaquette, les premiers à 9h00. Après le déjeuner commencent les audiences, jusque 19h30.

Monsieur le Nonce,

Messieurs les Ambassadeurs,

Les paroles que vous avez prononcées, monsieur le Nonce, ne peuvent que susciter un profond écho dans l'esprit et le cœur des Français. Aucun pays n'attache plus d'importance que le mien aux contacts entre les hommes et c'est en effet l'honneur des diplomates que de se donner pour objectif permanent l'établissement de tels contacts. Noble tâche que de concourir ainsi au maintien de la paix, la paix à laquelle cette journée du 1^{er} janvier a été consacrée par Sa Sainteté le Pape Paul VI, à qui je vous demande d'exprimer, monsieur le Nonce, notre filial attachement.

L'ampleur des moyens modernes de destruction, les perspectives terrifiantes d'un conflit nucléaire constituent en elles-mêmes des facteurs de dissuasion et ne peuvent pas ne pas inspirer la sagesse aux hommes responsables du destin des nations. Mais l'expérience prouve que des conflits n'en éclatent pas moins et se prolongent, qu'on appelle pudiquement mineurs ou localisés et qui représentent pour les populations des souffrances incalculables. Comment ne pas évoquer le Vietnam où les combats n'ont pratiquement pas cessé depuis près de trente années, le Moyen-Orient où ils ont repris depuis plus de deux ans et où les passions ne font que monter, et les malheureux Biafrais mourant de faim au sens littéral du terme ?

La France, même si elle n'est pas concernée directement par ces conflits, même faisant abstraction des liens parfois anciens et étroits qui l'attachent à tel ou tel des peuples en cause, la France ne se résigne pas à cet état de fait. Elle estime que l'Organisation des Nations unies et en particulier les grandes puissances membres permanents du Conseil de Sécurité doivent faire la preuve effective, individuellement et collectivement, de leur volonté de faire la paix, qu'il s'agisse d'en créer les préliminaires, d'en définir les conditions, d'en garantir le maintien. La dynamique de la paix anime et inspire notre politique extérieure. Elle nous a conduit à entretenir avec tous les peuples des relations amicales, quels que soient leurs régimes ou leurs idéologies, à respecter leur indépendance et leur droit à disposer d'eux-mêmes, à tâcher d'abaisser les barrières qui séparent encore trop souvent les races, les continents et parfois des pays que leur appartenance à un même continent doit conduire à une étroite coopération, laquelle répondrait à l'aspiration profonde des peuples.

C'est dans cet esprit, messieurs les Ambassadeurs, que je vous demande d'être mon interprète auprès des souverains et chefs d'État qui vous ont accrédités auprès de moi, et de leur transmettre les vœux sincères que je forme pour leur bonheur personnel et celui des nations qu'ils dirigent. Vous pouvez être assurés de trouver auprès de mon gouvernement une aide constante pour le succès de vos missions, c'est-à-dire pour une coopération cordiale et active entre la France et chacun des pays que [page manquante, texte incomplet]

VŒUX AUX CORPS CONSTITUÉS (1^{ER} JANVIER 1970)

Mots-clés : Institutions – Mai 1968

Lieux : -

Monsieur le Vice-Président, messieurs,

Je vous remercie des vœux qu'au nom de tous les Corps constitués ici représentés, vous avez, monsieur le Vice-Président, exprimés à l'intention de moi-même et de ma famille. À mon tour, je vous assure que c'est de grand cœur que je forme pour vous tous, messieurs, les souhaits les plus sincères. Ces souhaits, comme les vôtres, s'adressent par delà nos personnes à notre pays, et à son avenir dont chacun de nous, dans sa fonction, porte une part de responsabilité.

Comment ne pas revenir un instant sur les événements qui depuis 18 mois ont mis nos institutions à l'épreuve ? Mai 1968 nous avait rappelé que la France n'a jamais gagné définitivement sa propre partie, que la tentation de l'instabilité ne cesse de l'habiter et risque toujours de la précipiter aux abîmes. La fermeté, à la tête de l'État, avait pu cette fois éviter le pire. Mais la secousse avait été profonde, avait désorganisé notre économie, compromis notre monnaie et, ce qui est plus grave, jeté le trouble dans les esprits. Lorsqu'à la suite du référendum du 27 avril 1969, le général de Gaulle résilia volontairement ses fonctions, nul ne pouvait être sûr que ce grand départ et le désarroi qui s'en suivrait n'entraîneraient pas, une fois encore, des bouleversements.

Eh bien, les faits sont là. L'élection du président de la République au suffrage universel, qui avait été approuvée par le peuple en 1962, mais dont on avait pu se demander si elle n'était pas liée à la personne même du général de Gaulle, a fait la preuve de son efficacité. Le caractère démocratique de la campagne électorale, l'intérêt qu'elle a soulevé dans le pays ; l'acceptation par tous du résultat ont assuré la continuité de nos institutions. Investi par le suffrage populaire de la magistrature suprême, j'en ai assumé les responsabilités. Il n'est pas exagéré de dire que 1969 aura constitué pour la République un banc d'essai et que, désormais, notre pays doit pouvoir poursuivre dans la stabilité sa marche vers le progrès.

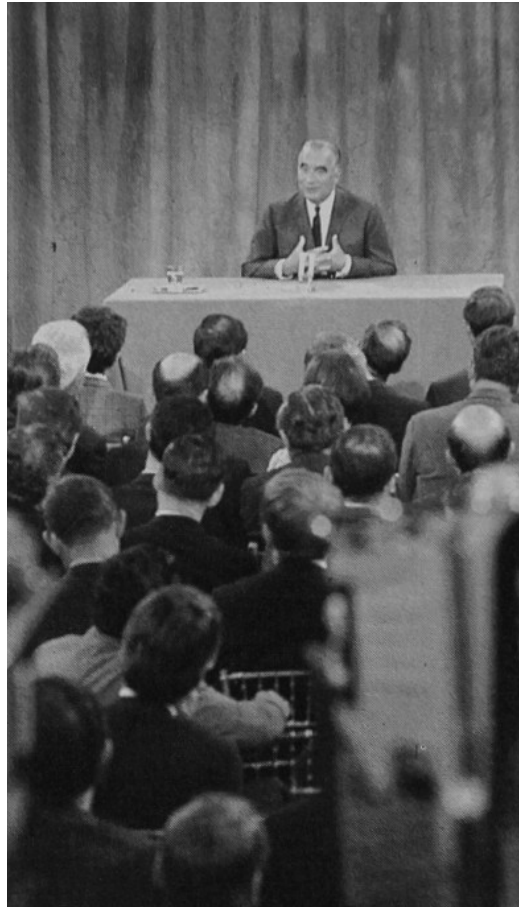
Certes, la stabilité des institutions n'est pas tout. Mais elle est la condition nécessaire du développement, de l'indépendance, de la paix civile. Elle nous invite à persévérer avec confiance dans le grand effort entrepris pour doter notre pays de la puissance économique qui, aujourd'hui plus que jamais, conditionne le bien-être des hommes et la grandeur d'une nation. Elle doit nous donner la tranquille assurance des peuples forts, capables de définir par eux-mêmes leur propre conception d'une société en gestation et leur propre politique dans un monde incertain et divisé.

C'est vous dire, messieurs, que la sauvegarde de nos institutions constitue à mes yeux ma responsabilité première et personnelle. C'est dire aussi que chacun d'entre vous, à sa place et pour sa part, doit y contribuer dans son action quotidienne et par son attitude générale. Le service de l'État implique, au plus haut point, le respect de la Constitution et des autorités démocratiquement élues par le peuple souverain. Il ne me paraît pas inutile de le rappeler ici solennellement.

Nous sommes, messieurs, les uns et les autres, au service de la France et des Français. Je compte sur vous tous, sur les administrations que vous dirigez, sur les Corps que vous représentez, pour vous y donner avec ardeur et compétence.

Vive la République,

Vive la France.



Conférence de presse de Georges Pompidou

Source : La Lettre de la Nation Magazine, no 259, 17 juin 1994

(crédits photo : A. Saas, Sipa Presse)

Nouvelle année 1971

ALLOCUTION TÉLÉVISÉE (31 DÉCEMBRE 1970)

Mots-clés : Démographie

Lieux : Japon

Dans ses vœux pour la nouvelle année 1971, Georges Pompidou fait allusion à plusieurs catastrophes survenues en 1970 : une avalanche à Val d'Isère en février, détruisant un centre sportif et tuant 39 vacanciers ; un éboulement sur le plateau d'Assy en avril, détruisant un sanatorium d'enfants et faisant 72 victimes ; un incendie dans une discothèque à Saint-Laurent du Pont (le 5-7) en novembre, tuant 146 personnes ; un sous-marin, la Galatée, entre en collision avec un bâtiment sud-africain en août, faisant 6 victimes (tandis que la Minerve, un autre sous-marin, avait été perdu en janvier 1968 avec 52 personnes à bord). Enfin, il fait évidemment allusion à la disparition du général de Gaulle le 9 novembre 1970.

Une année s'achève sous la neige, qui a été à plusieurs reprises cruelle pour la France. Tout à tour la montagne, la mer, le feu ont durement frappé. Puis, coup sur coup, nous avons perdu quelques-uns des plus grands parmi les Français ainsi qu'hélàs le plus grand. Ayons une pensée pour tous, pour les victimes de Val d'Isère et du Plateau d'Assy, les jeunes de Saint-Laurent du Pont, les marins de la *Minerve* et de la *Galatée*, et que notre reconnaissance, une fois encore, aille vers le général de Gaulle.

Tournons-nous maintenant vers l'année qui commence. Voici que je pense aux 845 000 petits Français et petites Françaises qui sont nés en 1970. Chacune de ces naissances représente un acte de foi dans l'avenir. Pour ces enfants, dont la vie d'adulte se déroulera sous le signe de l'an 2000, nous nous devons de construire une France plus forte, plus prospère et plus juste. Nous nous devons aussi de leur transmettre intactes notre indépendance, notre paix, notre liberté. Pour suivre la politique de rapprochement avec tous les peuples, restaurer chez nous le goût de la discipline collective et l'esprit de tolérance, également indispensables à la survie d'une société libre, voilà aujourd'hui les exigences les plus urgentes.

Si nous savons nous en persuader, alors l'avenir français est chargé d'espérance. Nous ne sommes pas les plus forts mais nous comptons et nous sommes respectés. Nous ne sommes pas les plus riches mais nous sommes parmi les plus heureux. Il suffit de regarder autour de nous. Et notre pays est celui qui, le Japon mis à part, progresse le plus vite. Allons, Françaises, Français, ayons confiance !

À chacune et à chacun d'entre vous, je souhaite que 1971 apporte dans sa vie personnelle, professionnelle, familiale, plus de satisfaction, plus de bonheur. Pour ceux qui sont seuls ce soir, pour ceux qui ont la joie d'être en famille, pour leurs enfants, pour leurs vieux parents, de tout mon cœur, je dis bonne année.

VŒUX AUX CORPS CONSTITUÉS (1^{ER} JANVIER 1971)

Mots-clés : Administration – Déconcentration/décentralisation

Lieux : -

Je vous remercie des vœux qu'au nom de tous les Corps de l'État ici représentés, vous avez, monsieur le Vice-président, exprimés à l'intention de ma famille et de moi-même. À tous, je dis les souhaits sincères que je forme de grand cœur, messieurs, pour vous et pour les vôtres, dans votre vie familiale comme dans votre vie professionnelle au service de l'État.

L'État ! Il est à la mode d'en dénoncer l'omniprésence et pesanteur. Peut-être faut-il rappeler que l'État n'est, dans un pays démocratique, rien d'autre que l'émanation de l'ensemble des citoyens, et qu'il constitue d'ailleurs la seule protection de ces citoyens contre la loi du plus fort, celle de la jungle où précisément il n'y a pas d'État. L'indépendance d'une nation, la possibilité d'y vivre en paix et en sécurité, reposent sur l'existence de l'État et sont fonction directement de l'autorité de ce dernier.

Encore faut-il, bien sûr, que l'État jouant pleinement son rôle de protecteur ne devienne pas pour autant, oppressif et tâillon. C'est pourquoi la stabilité, que confèrent des institutions équilibrées et l'efficacité qui doit en résulter, ont pour complément naturel la limitation des interventions publiques, la simplification des règles administratives, la décentralisation des responsabilités.

L'effort pour satisfaire à ces exigences sera poursuivi avec d'autant plus d'obstination qu'il va contre des habitudes et contre la tendance ancrée chez quiconque détient une parcelle d'autorité à ne pas y renoncer. La guerre et l'occupation, dont nous n'avons pas encore éliminé toutes les séquelles, aussi bien que le penchant profond des Français, nous ont habitués à charger l'État de toutes les responsabilités. Au lieu de disperser l'action de l'État et de la pulvériser en quelque sorte dans une multitude d'interventions de détail souvent inopérantes ou arbitraires, il convient de la concentrer sur les grandes décisions qui touchent les domaines essentiels de la vie nationale.

Il est nécessaire ensuite que l'administration chargée de traduire cette action dans la vie quotidienne du pays, se rapproche autant que possible des administrés, qu'elle leur soit familière et qu'elle leur soit compréhensive. Les procédures et les formalités sont souvent

devenues un mystère pour le simple citoyen et une incitation à tourner la loi pour quelques-uns. Les simplifier doit être au premier plan de nos préoccupations. Je compte, messieurs, sur votre concours pour suggérer des formules et pour en faciliter la mise en œuvre.

La décentralisation des responsabilités enfin, représente l'aspect essentiel de cette entreprise. C'est au niveau de la commune, du département, de la région, que peuvent intervenir la plupart des décisions concernant la vie quotidienne des Français. Il y a là une réforme capitale pour rééquilibrer le partage des responsabilités et donc des moyens entre le pouvoir central et les collectivités ou groupement de collectivités locales. Mon gouvernement l'a engagée et sera amené à la développer largement dans les mois prochains.

Une telle action n'a pas pour but de démanteler l'État, bien au contraire, mais de renforcer ses moyens là où sa présence est nécessaire et irremplaçable. C'est en définissant les limites de cette présence qu'on la rendra efficace et indiscutée. Les fonctionnaires que vous représentez et qui ont en eux profondément enracinée la notion des services publics en sont, j'en suis sûr, parfaitement conscients.

Messieurs, l'année qui s'achève a vu disparaître celui qui a non seulement rendu à notre pays son indépendance mais entrepris de reconstruire l'État sur des bases modernes. Nous nous devons de poursuivre la tâche dans le seul souci de l'intérêt national. C'est pourquoi, en ce 1^{er} janvier 1971, mes vœux comme les vôtres vont d'abord à la France.

VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE (4 JANVIER 1971)

Mots-clés : Désarmement – Ostpolitik

Lieux : Moyen-Orient – RFA – Vietnam

Monsieur le Nonce,

Cette année encore, c'est avec beaucoup d'émotion que nous avons reçu le message du paix du Souverain Pontife. Vous le savez, la France fait de la paix son objectif fondamental dans les rapports internationaux. Elle place les relations qu'elle entretient avec tous les États sous le signe de l'entente et de la coopération et notre attitude, en toute circonstance, est dictée par le souci de contribuer au maintien ou au rétablissement la paix.

Est-ce à dire que nous n'ayons que des raisons de nous réjouir de la situation générale ? Il serait bien téméraire de le prétendre. L'année qui s'achève a sans doute marqué des progrès dans quelques domaines. Les nouvelles relations qui s'instaurent progressivement entre la République Fédérale allemande et l'Est européen devraient permettre un pas en avant vers l'établissement en Europe d'une véritable sécurité. De même, le cessez-le-feu au Moyen-Orient, fût-il provisoire, fût-il menacé, est un facteur d'espérance. Mais même, les négociations vont à peine commencer et il ne me semble pas que les conditions nécessaires de leur succès soient admises dans tous les esprits.

En Extrême-Orient, le conflit, loin de s'atténuer, s'est étendu. Ici et là, le ton monte, et la menace est brandie. On exalte l'opposition des races, des continents, des régimes sociaux, violence et répression se disputent alternativement l'actualité et l'odieuse pratique des otages se répand au point de ne plus provoquer l'indignation. Dès lors, il ne suffit pas que M. Jarring reprenne son bâton de pèlerin, que la Conférence de Paris maintienne une apparence de dialogue et que, quelque part en Europe, on fasse semblant de parler de désarmement pour que nous puissions être satisfaits ni même tranquilles.

Faut-il pour autant désespérer ? Assurément non. Mais je dis que si nous voulons éviter de voir l'humanité glisser progressivement soit vers sa destruction pure et simple soit plus probablement vers la généralisation de conflits larvés et endémiques, il est nécessaire que tous les pays, et d'abord les plus puissants, acceptent résolument de s'engager sur la voie de la paix, c'est-à-dire de la coopération. Ce n'est pas assez de se supporter, il faut vivre ensemble, multiplier les contacts et les échanges ; et pour commencer, pacifier la parole. Que chacun parle des autres avec mesure et compréhension transformerait l'atmosphère et faciliterait la solution de problèmes dont il suffirait qu'on les pose avec clarté et qu'on en parle avec franchise et sans passion pour qu'une grande partie des difficultés s'évanouissent. Entre les nations comme entre les individus, il devient essentiel de restaurer l'esprit de tolérance et de respect d'autrui. J'affirme que la France le met en pratique dans ses rapports avec tous les peuples et s'en inspire pour les jugements qu'elle porte et les positions qu'elle prend à l'égard de tous les problèmes du monde. C'est ce qui me permet de vous assurer, messieurs les Ambassadeurs, que vous trouverez toujours auprès de mon gouvernement un accueil amical et compréhensif pour l'examen des questions qui se posent dans nos relations avec les pays que vous représentez.

Veillez, je vous prie, transmettre aux souverains et chefs d'État qui vous ont accrédités auprès de moi les vœux très sincères que je forme pour leur bonheur personnel et celui des nations qu'ils dirigent.

Je vous demande tout particulièrement, Monsieur le Nonce, d'exprimer à Sa Sainteté le Pape Paul VI notre filial attachement et la sincérité de nos vœux pour que soient entendus ses appels en faveur de la paix et de la fraternité des hommes.

VŒUX AUX JOURNALISTES (4 JANVIER 1971)

Mots-clés : *Action culturelle extérieure – Commerce international – Construction européenne – Coopération – Information – Institutions – PAC – Voyages*

Lieux : *Afrique – Algérie – Chine – États-Unis – Luxembourg – Maroc – Pays-Bas – Royaume-Uni*

Les vœux aux journalistes sont prononcés le lundi 4 janvier dans la matinée. Ce texte est une dépêche AFP rendant compte de la cérémonie (dépêche AFP AF S22)

« Monsieur le Président, ferez-vous prochainement une conférence de presse ? » M. Georges Pompidou s'est mis à rire. Depuis 20 minutes à bâtons rompus, entouré de toute part, il répondait aux questions des journalistes qui étaient venus aujourd'hui présenter leurs vœux au chef de l'État. Comme les années précédentes, le président de la République dans

cette conversation impromptue qui suit la présentation protocolaire des vœux que lui offrent les bureaux des quatre associations : presse présidentielle, presse diplomatique, presse étrangère et presse anglo-américaine, a abordé les questions les plus diverses.

Rencontre éventuelle Heath-Pompidou : « Je ne sais pas trop encore. Je rencontrerais avec plaisir le Premier ministre Britannique M. Heath. Ce ne sera peut-être pas à Londres... »

Déplacements du Président en Chine : « C'est une invention... il n'en est pas question ». Le Président a ajouté : « Il y a une méthode qui consiste à annoncer une nouvelle tous les quinze jours et, lorsqu'elle survient, on peut toujours dire qu'on a été le premier à l'annoncer ».

Afrique : « Je ferai cette année deux voyages en Afrique. J'irai également au Luxembourg, mais c'est un secret... » « Par contre, les voyages de personnalités étrangères en France, a ajouté M. Pompidou, seront nombreux ». Le Président de la République a cité la venue de la reine d'Angleterre (en mai prochain) et de la reine des Pays-Bas.

Négociations Communauté européenne et États-Unis : « Sur les sujets précités et spécifiques actuellement en discussion, comme les agrumes, le tabac, on peut arriver facilement à une solution. Moi je ne vois pas de grandes difficultés. La question est de savoir si à travers ces négociations on cherche à détruire le Marché Commun agricole dans ses modalités profondes. Il y a des tentations dans l'administration américaine et aussi dans les milieux d'affaires américains.

Nous sommes prêts à discuter, par exemple, d'un accord mondial sur le blé. On dit souvent que les prix du blé sont élevés en Europe, mais ce n'est pas la France qui en est responsable. Les prix sont beaucoup plus élevés dans d'autres pays comme l'Allemagne par exemple. En Allemagne le problème agricole est un problème avant tout électoral. En France, il y a un problème électoral, mais aussi un problème économique. »

Sommet européen : « Il y aura un sommet européen, mais ne nous pressons pas... »

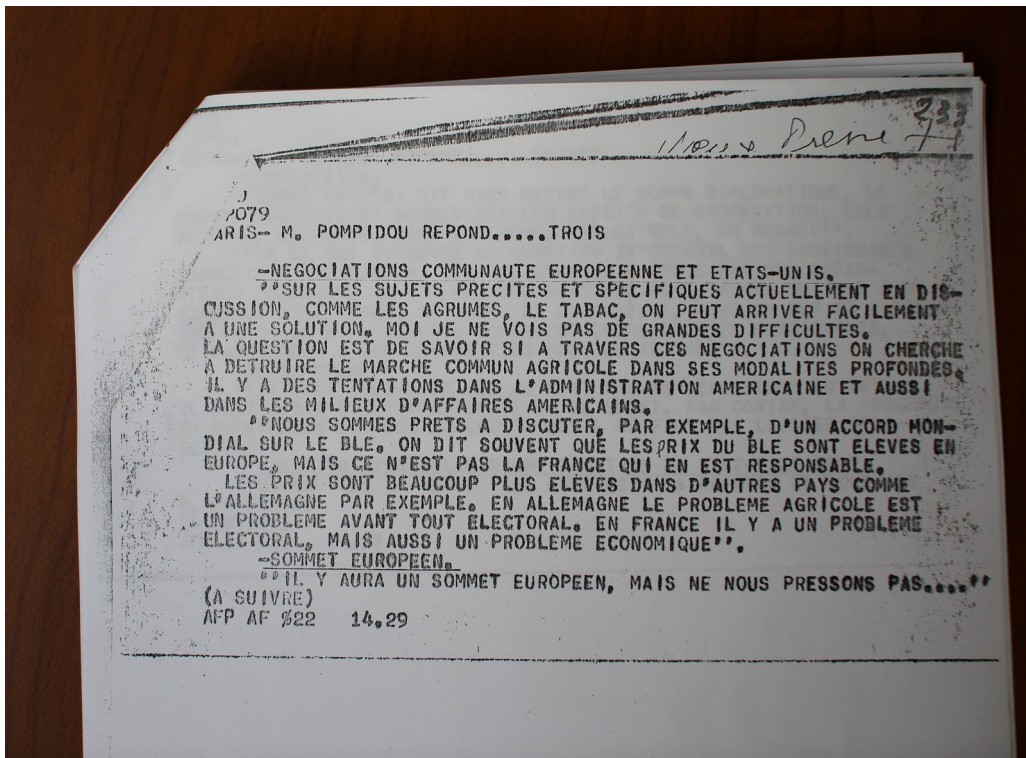
Coopération : « Comme je l'ai dit hier devant le Corps diplomatique, la France augmente et augmentera les crédits de coopération. Cela se fera, je pense, dans le cadre, par exemple, du budget. En ce qui concerne la question importante des enseignants français à l'étranger, il y a, j'en suis conscient, une répartition anormale. Il y a des endroits dégarnis, alors qu'il y a de nombreux enseignants au Maroc et en Algérie, mais au fur et à mesure que le Maroc et l'Algérie formeront leurs propres enseignants, on parviendra à une répartition plus équilibrée. »

Référendum : « Je peux vous dire que je n'ai pas de référendum en tête. Il faut avoir et l'opportunité et le sujet, par contre, la procédure du référendum est une procédure qu'il ne faut pas laisser périlcliter. »

Création éventuelle d'une fonction de Vice-président : « Disons que ça reste très éventuel » a répondu en souriant M. Pompidou.

Parlement : « J'ai rappelé le 1^{er} janvier aux bureaux des Assemblées que nous ne sommes pas en régime présidentiel et que le Parlement a une fonction politique et non pas une fonction de contrôle administratif. Le Sénat, par exemple, n'est pas le Sénat américain. Je sais que la Constitution prévoit la création de commissions de contrôle, mais actuellement nous voyons surgir des commissions trop spécifiques et précipitées. Tout parlementaire, a-t-il ajouté, est partisan d'un régime d'assemblée, les membres de la majorité comme ceux de la minorité. »

C'est alors qu'un journaliste lui demanda s'il tiendrait bientôt une conférence de presse « Pas tout de suite », lui répliqua M. Pompidou en riant.



Original de la transcription (dépêche AFP, vœux aux journalistes, 4 janvier 1971)

Nouvelle année 1972

ALLOCUTION TÉLÉVISÉE (31 DÉCEMBRE 1971)

Mots-clés : Construction européenne – Coopération – Guerre froide – ONU – Protection sociale

Lieux : -

Georges Pompidou enregistre ses vœux le 31 décembre à 16h00, puis passe le réveillon à l'Élysée en petit comité (dîner de 12 personnes). La journée du lendemain est consacrée aux vœux, à partir de 9h00 du matin.

Françaises, Français, voici le Nouvel An. L'hiver est là et il fait froid. Le calendrier rappelle à chacun de nous le temps qui passe. Et pourtant, les hommes, depuis toujours, ont voulu faire de ce moment une fête. Ils oublient la présence de l'hiver pour ne pressentir que le prochain printemps. Ils veulent croire que vieillir est un moyen de marcher vers le meilleur. Cela s'appelle l'espérance.

Avons-nous, en tant que Français, des raisons d'espérer ? Eh bien, oui, n'en déplaise à tous les spécialistes de la triste figure. Il y a un an, jour pour jour, je vous disais : « Nous ne sommes pas les plus forts, mais nous comptons et nous sommes respectés ». L'année 1971 n'en a-t-elle pas apporté quelques preuves ? Les visites amicales que nous ont faites tant de chefs d'État et de gouvernement étrangers, une délégation chinoise, le premier responsable soviétique, l'entrevue que j'ai eue en terre européenne avec le président des États-Unis, témoignent de l'intérêt que suscite la coopération avec la France. Les États africains et malgache, que rapprochent tant de nous et l'histoire et la culture, n'ont cessé de nous marquer confiance et solidarité. La France a apporté un appui considérable pour la solution de deux grands problèmes : l'élargissement de la Communauté européenne et la crise monétaire internationale. À Berlin, aux Nations-Unies, son action a été visible et utile. Il n'y a pas lieu d'en tirer vanité. Mais, pourquoi le dissimuler, notre pays, indépendant, pacifique et sûr de lui, n'a pas déchu du rang où l'avait placé le général de Gaulle.

Il y a un an, je vous disais encore : « Nous ne sommes pas les plus riches, mais nous sommes parmi les plus heureux. Il suffit de regarder autour de nous. » Or, aujourd'hui, il suffit d'écouter la voix des commentateurs étrangers, qu'ils soient Anglais, Américains ou Russes,

pour apprendre que la situation de la France est appréciée par tous et enviée par beaucoup. N'en tirons pas vanité, là non plus, mais reconnaissons-le et puis n'essayons pas de nous endormir sur le succès.

Car rien n'est jamais acquis définitivement et tout est toujours à refaire. Que notre peuple cède, comme tant de fois dans son histoire, à la tentation irrationnelle du désordre et de l'agitation et, du jour au lendemain, il faudrait tout rebâtir ; nous l'avons vu, il n'y a pas si longtemps. Qu'une ridicule autosatisfaction nous aveugle sur les défauts de notre société et sur les dangers qui peuvent nous guetter, comme ils guettent, en tout temps, toute nation, et notre situation ne tarderait pas à se dégrader. Si nous nous laissons aller, notre indépendance serait menacée, d'une manière ou d'une autre. Si nous nous laissons aller, la progression de notre niveau de vie serait enrayée par la hausse des prix, l'inflation et le chômage.

De tous ces problèmes, mon gouvernement a, croyez-le, une claire conscience. Il maintiendra, je vous l'assure, la dignité de la France. Il prendra, je vous le promets, les mesures indispensables, au fil des circonstances, pour développer le bien-être et pour assurer un niveau convenable de l'emploi. Les décisions déjà prises pour améliorer les retraites, pour augmenter l'allocation aux personnes âgées, pour aider les familles, pour organiser la formation professionnelle, pour généraliser la mensualisation des ouvriers, en sont garantes, de même que notre ferme volonté de défendre l'agriculture et d'aider à résoudre les problèmes des travailleurs indépendants.

Françaises, Français, au terme d'une année si chargée d'événements, je ne pouvais pas me limiter à vous dire mes vœux. Mais je voudrais que vous sentiez qu'à chacune et à chacun d'entre vous et, d'abord, aux plus faibles, aux plus démunis, aux plus inquiets et aux jeunes, devant qui s'ouvre la vie, c'est du fond du cœur que je souhaite que l'année 1972 soit clémente.

Bonne année, mes amis, bonne année, et que Vive la France !

VŒUX AUX CORPS CONSTITUÉS (1^{ER} JANVIER 1972)

||||| **Mots-clés :** *Institutions*

||||| **Lieux :** -

Monsieur le Vice-Président,

Messieurs,

Je vous remercie des vœux qu'au nom de tous les Corps constitués ici représentés, vous avez exprimés, monsieur le Vice-Président, à mon intention et à celle de ma femme. À mon tour, je vous assure des souhaits les plus sincères que je forme pour vous tous, messieurs, et pour vos familles. Comme les vôtres, ces souhaits s'adressent, par delà vos personnes, à l'État, c'est-à-dire à la France.

Cette identité de la France et de l'État, il me paraît aujourd'hui nécessaire de la rappeler. À lire ou à entendre certains commentaires on pourrait croire que notre vie nationale est une lutte permanente entre les Français d'une part et de l'autre un monstre qui, tantôt avide et tantôt avare, les écrase de ses exigences ou leur refuse la satisfaction de leurs droits. Or, l'histoire nous montre que notre peuple, voué par la nature aux divisions et à l'individualisme le

plus extrême, n'a pu au cours des siècles constituer la nation française que par l'action de l'État. Successivement, les Rois, la République, l'Empire, puis à nouveau la République, ont avec patience et acharnement construit et reconstruit l'État dans ses institutions et dans son administration comme protecteur de notre unité, de notre indépendance et de notre liberté.

Aujourd'hui, il lui est demandé de garantir, en outre, la sécurité. Cela fait partie, je le pense, des tâches essentielles de l'État moderne. Encore faut-il se rappeler que l'État, s'il fut l'artisan de la France, est aujourd'hui le mandataire des Français, qu'il ne peut distribuer que ce qu'il perçoit, exiger que ce qu'on lui consent, protéger que ce qui respecte les règles communes. Telle est la nature de l'État démocratique, qu'il ne tient ses pouvoirs et ses moyens que du peuple et qu'on [ne] peut attendre de lui plus qu'on ne lui accorde.

C'est dire que l'État ne peut remplir sa mission que s'il bénéficie de la confiance populaire. C'est dire qu'il est en droit de compter sur la collaboration des citoyens, dès lors que cette confiance lui a été librement manifestée. C'est dire enfin que ses représentants se doivent par leur dévouement à la communauté nationale, et par leur souci des réalités humaines, de justifier l'autorité dont ils disposent et qui ne leur est déléguée que pour le bien de tous et aussi de chacun. Le service de l'État n'est pas une carrière comme les autres, il est un double engagement moral à l'égard des institutions et à l'égard des citoyens.

C'est pourquoi le souci de ceux qui ont la charge de l'État est d'en maintenir l'autorité et la stabilité pour l'intérêt général. Plus que jamais dans un monde que la tentation de la violence jette alternativement dans l'anarchie et l'oppression, un État stable et fort apparaît comme seul garant de liberté et générateur de justice. Tel se veut l'État que nous avons, vous et moi, l'honneur de servir.

Vive la République,

Vive la France.

VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE (3 JANVIER 1972)

Mots-clés : Aide au développement – Construction européenne – Coopération – Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun – Guerre froide – ONU – Ostpolitik – Système monétaire international

Lieux : Chine – Inde – Moyen-Orient – Pakistan – Vietnam

Monsieur le Nonce,

Messieurs les Ambassadeurs,

Les vœux dont le représentant du Souverain Pontife s'est fait en votre nom à tous, l'interprète, me touchent profondément et je vous en remercie.

Comment pourrions-nous penser à 1972 sans jeter un coup d'œil sur ce qu'a été l'année écoulée, une des plus chargées d'événements depuis la fin de la guerre mondiale, comme en témoignent les rencontres multipliées entre principaux responsables du destin des peuples, celles qui ont eu lieu et celles qui sont annoncées. Tout est en mouvement à la recherche d'un nouvel équilibre. C'est l'élargissement de la Communauté européenne : le vaisseau britannique a enfin jeté l'ancre dans un port de l'ancien continent. Qu'il y soit le bienvenu ! C'est la remise en cause indispensable, à la suite d'une crise très longtemps prévisible, du système monétaire mondial, et une première étape franchie vers l'établissement de rapports économiques et financiers équilibrés entre nos amis américains et leurs principaux partenaires. C'est le progrès de la détente en Europe, grâce en particulier à l'excellence des relations franco-soviétiques et à la politique réaliste de l'Allemagne fédérale. C'est la tardive découverte par les Nations-Unies de l'existence de l'immense République populaire chinoise.

Hélas, là ne s'arrête pas le bilan de 1971. Les conflits que nous évoquions il y a un an n'ont pas trouvé leur solution. La péninsule indochinoise connaît toujours les horreurs de la guerre, et la petite flamme de l'espoir vacille une fois encore sous les bombes. Au Proche-Orient, nul ne peut savoir si les combats provisoirement arrêtés, vont reprendre, mais une paix durable et juste paraît aussi incertaine que jamais. Et nous avons vu l'Inde et le Pakistan s'affronter dans un conflit sans merci que les Nations-Unies se sont révélées incapables de prévenir, puis d'arrêter.

Nous parlons sans cesse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Qui oserait prétendre qu'il est respecté partout ? Nous parlons de justice entre les hommes. Qui oserait affirmer qu'elle est réellement pratiquée ? Nous parlons de paix. Qui oserait croire qu'elle n'est pas à tout moment menacée ?

C'est dire, messieurs les Ambassadeurs, qu'il est nécessaire que tous les États, et d'abord les plus puissants, s'efforcent de dominer leurs tentations pour travailler de concert, si possible, à développer l'entente entre les peuples et à faire régner plus d'équité dans les rapports internationaux comme dans les rapports sociaux. La France ne prétend, ni faire la leçon aux autres, ni négliger ses propres intérêts. Mais elle est particulièrement consciente, non seulement de l'injustice, mais du danger que représente l'immense écart qui sépare les niveaux de vie, particulièrement entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

Fidèle à la politique tant de fois affirmée par le général de Gaulle, je ne cesserai de rappeler les obligations des peuples riches à l'égard de peuples pauvres et le respect que les puissants doivent aux faibles. Les Nations-Unies ont voulu que les années 1971-1980 prennent le nom de « décennie du développement ». Pussions-nous être fidèles au programme d'action qu'implique cette formule ! Mon pays, pour sa part, augmente et augmentera encore sa contribution à ce que nous avons appelé du beau nom de « coopération ». Nous l'avons choisi parce qu'il implique à la fois effort de notre part et respect de la dignité des autres. Nous croyons profondément que cette politique est la plus nécessaire et la plus sage pour épargner au monde d'immenses et désastreuses secousses.

Messieurs les Ambassadeurs, que l'année 1972 marque un progrès dans cette voie, est le plus ardent des vœux que je veuille aujourd'hui formuler dans l'intérêt de tous les pays du monde que vous représentez. J'y joins mes souhaits très cordiaux pour vous-mêmes et vos familles en même temps que je vous demande de transmettre aux souverains et chefs d'États qui vous ont accrédités auprès de moi, l'expression de mes vœux très sincères pour leur bonheur personnel et celui des nations qu'ils dirigent.

Nouvelle année 1973

ALLOCUTION TÉLÉVISÉE (31 DÉCEMBRE 1972)

Mots-clés : Construction européenne – Croissance – Éducation nationale – Inflation – Mai 1968 – Ordre public – Système monétaire international – Transports

Lieux : Belgique

Georges Pompidou enregistre ses vœux dimanche 31 décembre 1972, revenant de Cajarc où il a passé les fêtes. Le réveillon a lieu à l'Élysée avant la journée du 1^{er} janvier consacrée aux vœux, de 11h00 à 17h10, à l'exception du déjeuner qu'il prend avec Claude Pompidou.

En ces dernières heures de l'année 1972, je voudrais jeter un coup d'œil avec vous sur la situation de notre pays.

Il vous arrive, comme à moi, en ouvrant le journal ou en tournant le bouton du poste, d'apprendre que tout va mal. En vérité, qui le croit réellement ?

Personne ne peut nier que l'expansion soit en France à l'heure actuelle, la première d'Europe. Personne ne peut nier que la situation de l'emploi soit, au total, satisfaisante et, en tout cas, meilleure depuis quelques mois. Personne ne peut nier que notre commerce extérieur, source de notre enrichissement et soutien solide de notre monnaie, soit plus brillant que jamais. Personne ne peut nier que les mesures en faveur des bas salaires, des personnes âgées, des retraités, des familles, aient été, en 1972, particulièrement importantes. Personne ne peut nier, même si tout le monde, je le sais, n'a pas encore le logement qu'il désire, que la France soit, à l'heure actuelle, le pays au monde qui fait le plus gros effort en faveur du logement. Personne ne peut nier qu'en ouvrant à la circulation avec le roi des Belges, récemment, l'autoroute Paris-Bruxelles, j'ai inauguré en même temps le 2 000^e kilomètre de nos autoroutes. Personne ne peut nier qu'au cours de l'année 1972 nous avons construit, chaque jour, un CEG ou un CES, je dis un par jour. Personne ne peut nier que la France joue un rôle essentiel en Europe, comme l'a montré la récente Conférence de Paris où, avec huit chefs de gouvernement réunis sous ma présidence, nous avons tracé les voies de l'Union européenne.

Il y a, je le sais, la hausse des prix dont les mères de famille se plaignent à juste titre. Mais il faut savoir, et je voudrais que vous compreniez, qu'en Angleterre, en Hollande, en Belgique, en Suisse, en Italie et même en Allemagne, la hausse des prix est, à l'heure actuelle, aussi rapide ou plus rapide que chez nous. C'est la preuve qu'il s'agit d'un phénomène international profond, auquel nous ne pouvons pas échapper et qui ne sera dominé que par une action internationale, action qui est d'ailleurs déjà amorcée à l'échelle européenne, à notre initiative.

Néanmoins, le gouvernement français a pris un certain nombre de mesures importantes pour freiner cette hausse des prix. Ces mesures commencent à porter leurs fruits et leur effet ira s'accroissant dès les premiers mois de 1973. Ces mesures, vous en conviendrez, ont écarté tout ce qui pouvait nuire à l'activité, bloquer les rémunérations ou peser sur les contribuables. Mieux ! Elles ont comporté, pour l'essentiel, une baisse des impôts.

Nous allons prochainement lancer un grand emprunt, dont je prédis par avance qu'il sera un succès, ce que jamais aucun gouvernement français n'a tenté en période pré-électorale et nous sommes persuadés – et nous avons de bonnes raisons pour l'être – que l'activité économique en 1973 sera très grande et qu'elle permettra de nouveaux progrès sociaux en faveur des plus défavorisés d'abord.

Voilà bien de l'autosatisfaction, me dira-t-on ! Et pourquoi serions-nous insatisfaits, puisque tous les observateurs étrangers reconnaissent et écrivent que la situation de la France est exceptionnelle et puisque, tout cela, nous l'avons réalisé tous ensemble ?

Nous l'avons réalisé ensemble parce que notre pays a bénéficié, depuis trois ans, de ces biens incomparables qui s'appellent l'ordre, la sécurité, la paix civile et extérieure, la continuité dans l'action gouvernementale. Mais ne vous y trompez pas, ce sont là des biens fragiles. Mai 1968 nous a appris qu'un pays prospère et, finalement heureux, pouvait, du jour au lendemain, se trouver au bord de l'abîme. En dépit du redressement effectué, nous en ressentons encore quelques effets.

Au bout du compte, c'est de vous, et de vous seuls, que dépend votre avenir. Vous pouvez, et je puis avec vous, faire progresser la France chaque jour un peu plus sur la voie de la prospérité et de la justice à l'intérieur, de la grandeur à l'extérieur. Mais vous n'y parviendrez qu'en préservant l'ordre et la continuité dans l'action, grâce auxquels vous avez réalisé beaucoup et grâce auxquels, seulement, vous pourrez réaliser davantage.

Puisse l'année nouvelle être pour la France l'année de la sagesse. Puisse-t-elle, Français, Françaises, être pour chacun et chacune d'entre vous une année de satisfaction personnelle, familiale, professionnelle.

La sécurité générale ne peut protéger personne contre un accident, une maladie, un malheur imprévu. Mais l'insécurité générale comporte de terribles risques pour tout le monde dans ses biens, dans sa situation, dans vos libertés. Je suis convaincu que vous en avez conscience et c'est pourquoi c'est en pleine confiance et de tout cœur que je vous dis ce soir : Bonne année !

Que 1973 apporte à vous tous un peu plus de bonheur. De mon mieux, soyez-en certains, j'y aiderai.

VŒUX AUX CORPS CONSTITUÉS (1^{ER} JANVIER 1973)

Mots-clés : Administration – Élections législatives de 1973

Lieux : -

Monsieur le Vice-Président,

Messieurs,

Je vous remercie des vœux qu'au nom de tous les Corps constitués ici représentés vous avez bien voulu, monsieur le Vice-Président, formuler à mon intention et à celle des miens.

À mon tour, messieurs, je vous présente tous ceux que je forme très sincèrement pour vous-mêmes, vos familles et vos activités au service de l'État.

1972 a été pour la France, malgré d'inévitables difficultés, une année de grand progrès : le rythme de notre développement économique a été important ; nos exportations ont marqué un essor très vigoureux qui nous place désormais au quatrième rang dans le monde ; la situation de l'emploi n'est plus un sujet de préoccupation ; la croissance de la production a permis de poursuivre une politique de justice sociale et de solidarité nationale au profit des plus défavorisés, et notamment des personnes âgées, des salariés les plus modestes, des veuves, des handicapés.

Vous avez tous, chacun à votre place et dans la mesure des responsabilités qui sont les vôtres, participé à cette activité de progrès et de renouvellement, marquée par l'adoption de lois importantes. Je n'en citerai que quelques unes : la réforme régionale, les lois sur l'aide judiciaire et la filiation, l'institution du Médiateur qui permettra aux simples citoyens de mieux se faire entendre et comprendre par l'administration, l'assurance vieillesse des artisans et commerçants, la généralisation des retraites complémentaires, la mensualisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance, l'institution d'une pré-retraite en faveur des travailleurs âgés privés d'emploi.

Mais il ne suffit pas de voter des lois. Il faut qu'elles soient rapidement et complètement mises en œuvre. Je souhaite, pour ma part, qu'il en soit ainsi à l'avenir, et pour cela que les décrets soient préparés en même temps que les lois dont ils assurent l'application, afin que les pouvoirs publics aient une connaissance claire de toutes les conséquences et parfois de toutes les complications pouvant résulter des réformes décidées par la loi. Ainsi l'on évitera que les citoyens ne soient légitimement déçus par la lenteur avec laquelle trop souvent les réformes se traduisent dans les faits.

En outre, l'administration doit poursuivre un effort permanent de refonte des codes administratifs, en vue de la clarification et de la simplification des règlements. Elle doit viser à aider plus qu'à entraver, tendre à inciter davantage qu'à interdire. et en toutes circonstances faciliter la rapidité, la simplicité de l'action, son efficacité. Trop de retards dans l'application des lois, trop de complications dans les solutions retenues, trop de lourdeur dans les contrôles, trop de perfectionnements dans les mécanismes nuisent en définitive aux relations entre l'administration et les Français. Le Médiateur, qui sera la voix de l'opinion publique et du citoyen face aux pouvoirs, aura pour rôle de vous aider dans cette tâche.

Mais les perspectives de l'année 1973 me conduisent, messieurs, à un autre ordre de réflexion. Bientôt l'Assemblée nationale sera renouvelée. À cette occasion devront être démontrés, par delà les divergences d'opinion, la solidité de nos institutions, leur adaptation au monde moderne, le caractère durable des règles de leur fonctionnement.

L'administration, dans notre pays de tradition libérale, est et doit demeurer en dehors du combat politique. Certes, la loi garantit au fonctionnaire sa liberté d'opinion. Certes, les fonctionnaires dont l'activité désintéressée et méritoire est souvent injustement critiquée, doivent être défendus, méritent de l'être, et le seront. Mais la loi leur impose aussi, dès lors que leur activité professionnelle en est en cause, une obligation de réserve qui fait la grandeur et la dignité de leur mission. A fortiori doivent-ils s'interdire en toutes circonstances d'utiliser à des fins étrangères au service public les informations qu'il détiennent. Il s'agit là du respect d'une règle ancienne toujours confirmée, et plus encore du respect de soi-même.

Il m'a paru utile, messieurs, de rappeler ce que doivent être dans une démocratie telle que la nôtre les rapports entre l'État, l'administration et les citoyens.

Car tout est lié. La France a, depuis près de mille ans, un État grâce auquel elle s'est constituée, agrandie et fortifiée. Depuis près de deux siècles, elle s'est, au prix de combien de bouleversements, dotée d'une République dont les idéaux de liberté, de justice et de dignité individuelle ont assuré son prestige dans le monde. L'un et l'autre doivent être préservés, et préservés ensemble. L'autorité d'un État qui ne reposerait pas sur la confiance des Français et sur la démocratie ne serait pas longtemps supportée. Une République où chacun, et en premier lieu les serviteurs de l'État, ne tiendrait pas à honneur de défendre les institutions démocratiques et de respecter leur autorité, ne serait guère durable.

En ce début d'année, c'est à l'État républicain, messieurs, que doivent aller nos vœux communs.

Vive la République,

Vive la France.

MESSAGE PUBLIÉ DANS YOMIURI (1^{ER} JANVIER 1973)

Mots-clés : *Commerce extérieur français – Coopération économique et industrielle – Guerre froide – Voyages*

Lieux : *-Japon – Vietnam*

Yomiuri Shinbun est l'un des cinq principaux journaux japonais, fondé en 1874. Il est d'orientation plutôt conservatrice et protectionniste.

Il m'est agréable de pouvoir, par l'intermédiaire du *Yomiuri*, m'adresser au peuple japonais. Je voudrais d'abord lui dire que nous, Français, accueillons 1973 avec espoir. Les rapports internationaux ont en effet, dans l'ensemble, évolué l'an passé dans le sens de la

détente et d'une meilleure compréhension entre les hommes. Tandis qu'en Europe s'élargit la Communauté économique européenne tournée vers la paix et la prospérité et que s'engagent à Helsinki les conversations sur la sécurité et la coopération, en Asie, un effort, dont on a pu croire un moment qu'il allait réussir avant la fin de l'année 1972, a été tenté pour résoudre un douloureux conflit dont la France déplore la prolongation. Enfin, les grandes puissances nouent ou reprennent entre elles des relations qui devraient favoriser la consolidation de la paix. La France se réjouit de ce que le Japon ait apporté une insigne contribution à ce mouvement et elle l'en félicite. Pourtant, grandes sont encore les difficultés pour certaines régions du monde en proie soit à la violence, soit au sous-développement. Des efforts tenaces sont nécessaires de la part de tous les pays non seulement pour maintenir ce qui a été déjà acquis, mais aussi pour aller plus loin sur le chemin d'un monde plus sûr.

La France et le Japon ont à cet égard des conceptions communes. C'est un motif légitime de satisfaction, mais cela me paraît insuffisant. Les rapports entre les deux pays, entre les deux peuples, pour bons qu'ils soient, doivent être resserrés. Curieux de la culture japonaise, intéressé par l'art japonais, les Français connaissent encore mal le Japon moderne. Les Japonais, de leur côté, ne me semblent pas avoir une vue complète de la France actuelle. C'est le signe d'une coopération trop peu développée entre la France et le Japon. Il est regrettable qu'entre deux pays aussi avancés les relations économiques, c'est-à-dire les échanges commerciaux, les investissements réciproques et la coopération scientifique et technique soient aussi faibles. Il est anormal que pour chacune des deux parties, les échanges mutuels ne représentent pas même 1% du commerce extérieur.

Nous souhaitons que ces relations connaissent un plus grand essor et que cela se fasse dans l'harmonie et dans la réciprocité. Le dynamisme japonais sur le marché français – largement ouvert aux produits nippons – est remarquable : nos achats s'accroissent d'ailleurs chaque année d'au moins 30 % et l'augmentation en 1971 et 1972 a même atteint 43 à 48 %. Pourquoi notre expansion sur le marché japonais ne serait-elle pas comparable ? Les produits français, qu'il s'agisse des biens de consommation ou des biens d'équipement, sont de qualité, comme le prouvent les succès qu'ils remportent actuellement sur les marchés étrangers. Il y a donc toutes raisons de penser, à condition toutefois que l'on fasse de part et d'autre un effort véritable, que le développement de nos échanges devrait être équilibré.

Il ne s'agit pas seulement de vendre, il faut aussi développer la coopération. Plusieurs entreprises françaises désirent investir au Japon et y créer, en association avec des capitaux japonais, des sociétés commerciales ou industrielles. Il est permis d'espérer qu'elles y rencontreront un accueil aussi favorable que celui qui sera réservé aux capitaux japonais qui viendront, comme je le souhaite, s'investir en France. Les capacités industrielles des deux pays sont souvent complémentaires. Le niveau élevé de la technique japonaise est bien connu. La science et l'industrie françaises ont elles aussi des réalisations à proposer par exemple dans le domaine de l'énergie nucléaire, de l'informatique ou de l'exploitation des océans. S'agissant des matières premières, dont l'importance est si grande pour l'économie japonaise, nous avons également des connaissances, une expérience, des amitiés. Cela peut servir de base à des actions concertées utiles à nos deux pays.

Je suis convaincu que le sentiment que j'exprime est largement partagé au Japon. Je suis tout aussi convaincu que l'état de chose actuel peut être redressé. Aussi est-ce avec le plus grand intérêt et dans l'espoir, précisément, de voir une impulsion nouvelle donnée aux rapports entre nos deux pays que je songe au voyage qui, au tout début de l'an prochain, doit me

conduire, ainsi que ma femme, au Japon, à l'invitation de son gouvernement. Je serai particulièrement heureux d'y constater les nouveaux progrès faits par le peuple japonais, dont le peuple français est heureux d'être l'ami, et auquel j'adresse, en ce début d'année, mes vœux de bonheur.

VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE (3 JANVIER 1973)

Mots-clés : *Aérospatial – Construction européenne – CSCE – Guerre froide – Ostpolitik*

Lieux : *Chine – Inde – Moyen-Orient – Pakistan – Vietnam*

Monsieur le Nonce,

Messieurs les Ambassadeurs,

Jamais peut-être le message du Souverain Pontife n'a été aussi proche du cœur des hommes. Le monde entier et tout particulièrement la France ont pu croire pendant plusieurs semaines que la terre douloureuse du Vietnam allait enfin, après plus d'un quart de siècle, connaître la fin de ses souffrances. La politique, au sens le plus noble du terme, semblait l'emporter sur la guerre et son cortège de misères. Nous constatons que malheureusement il n'en a rien été et nous le regrettons profondément, de même que nous avons regretté ce subit et brutal recours aux armes.

Mais, puisque semblent s'ouvrir de nouvelles perspectives, je veux croire de toutes mes forces que nos espérances ne seront pas déçues une seconde fois. Je souhaite que le plus rapidement possible un accord intervienne, quelles que soient, lorsqu'il s'agit d'un conflit comme celui qui se poursuit au Vietnam, les difficultés réelles. Je déplore d'autant plus le retard que l'on pouvait attendre du succès un effet d'entraînement. On se mettait déjà à penser au Proche-Orient et l'on pouvait concevoir que là aussi une solution se dégagerait peu à peu.

Toutes ces réflexions, toutes ces espérances, messieurs les Ambassadeurs, étaient justifiées par une année qui ne ressemble à aucune autre. Je crois pouvoir dire sans témérité que dans l'histoire de l'après-guerre, 1972 marquera une date importante. C'est d'abord la conclusion d'une phase entièrement nouvelle de l'histoire allemande. La signature du Traité de base, comme la déclaration quadripartite du 9 novembre, achève ce qu'avait inauguré le Traité du 12 août 1970. Les réalités de l'après-guerre prennent peu à peu leur place et en même temps les tensions s'apaisent, la détente s'approfondit. En encore encore – et les affaires allemandes n'y sont pas étrangères – les préliminaires de la Conférence sur la sécurité et la coopération ont débuté. Conférence dont la mise sur pied sera délicate si nous ne voulons pas qu'elle soit seulement une apparence. Depuis longtemps, une négociation politique n'avait pas réuni, comme à Helsinki, 34 nations. cela ne veut pas dire le retour aux jeux stériles des États rivaux. Mais cela annonce peut-être la fin de la prédominance des conflits idéologiques, un début de véritable coexistence où le vieux continent pourrait retrouver peu à peu son visage et un jour, qui sait, comme au temps de Stendhal, l'absence de passeport.

C'est en cette même année, au mois d'octobre, que j'ai eu l'honneur d'accueillir à Paris huit chefs de gouvernement pour marquer, sans doute, l'entrée dans la Communauté économique européenne de trois nouveaux membres et d'abord de la Grande-Bretagne qui choisissait l'Europe, mais aussi pour donner un nouvel élan à la construction européenne. N'a-t-on pas assez reproché à la France son pragmatisme soupçonné de dissimuler son machiavélisme ? Pourtant, qui ne voit que c'est par cette approche réaliste que l'Europe peu à peu conquiert son autonomie et sa personnalité ? Les décisions de la conférence d'octobre en témoignent.

Mais il y a plus. Le monde bouge. Le Président des États-Unis s'est rendu à Pékin puis à Moscou. Que ce voyage n'ait pas été étranger aux chances de paix est une certitude. Mais c'est aussi comme le gouvernement français l'avait pressenti, renouer les liens indispensables entre toutes les civilisations qui ont fait du monde moderne ce qu'il est. Cette coopération entre les États devrait aider à résoudre la grande question de notre époque qui consiste à réduire l'écart entre les pays défavorisés et les pays riches, écart dont on a pu prendre toute la mesure et la gravité à la conférence de Santiago.

Ainsi, messieurs les Ambassadeurs, que nous considérons l'Afrique, l'Asie, l'Europe, l'Amérique, sans doute voyons-nous toujours les mêmes maux peser sur l'histoire des hommes : la faim, la misère, la déportation, la guérilla, la terrorisme et même malheureusement des conflits ouverts. Mais aussi, vingt-sept ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, jamais un conflit généralisé n'a paru plus éloigné. Depuis longtemps Français et Allemands se sont réconciliés, voici maintenant que les Américains retrouvent le chemin de la Chine, que Soviétiques et Américains multiplient les rencontres. Je connais tous les antagonismes qui subsistent, tous les risques que court telle ou telle région du monde. Le sous-continent indien nous en a donné récemment l'exemple.

Je ne voudrais certes pas paraître céder à l'optimisme. Mais au seuil de cette année nouvelle, je tiens à saluer ce qui me paraît un symbole émouvant du génie de l'homme : le dernier vol lunaire, sa perfection technique, l'allégresse qui a été celle des astronautes. Et je songe aujourd'hui au premier astronaute américain à avoir quitté l'attraction terrestre, qui, ressortant de derrière la face cachée de la Lune et reprenant à cette vitesse inconcevable le chemin de la Terre, se mit, entendu en direct du monde entier, à lire la Genèse.

Messieurs les Ambassadeurs, les vœux dont le représentant du Souverain Pontife s'est fait en votre nom à tous l'interprète, me touchent profondément et je vous en remercie.

Veillez, je vous prie, transmettre aux souverains et chefs d'État qui vous ont accrédités auprès de moi les vœux très sincères que je forme pour leur bonheur et celui des nations qu'ils dirigent.

Nouvelle année 1974

ALLOCUTION TÉLÉVISÉE (31 DÉCEMBRE 1973)

Mots-clés : *Choc pétrolier de 1973 – Inflation – Ordre public*

Lieux : -

L'allocution télévisée du 31 décembre est enregistrée à 17h30. Les différentes cérémonies des vœux ont lieu les jours suivants : le 1^{er} janvier, vœux aux membres du gouvernement à 11h00 puis vœux aux autorités religieuses à 16h00, le 2 janvier vœux à l'Élysée à 17h00, le jeudi 3 vœux à la presse à 12h00 puis vœux au Corps diplomatique à 18h00.

Françaises, Français, il y a un an, en vous offrant mes vœux pour l'année 1973, je vous disais que ce serait une année d'expansion exceptionnelle et de grands progrès dans divers domaines.

Eh bien, c'est ce qui s'est passé. Les chiffres le prouvent et les observateurs sérieux, les plus rigoureux, le reconnaissent. Et pourtant, il faut admettre que l'année se termine dans une atmosphère moins sereine et que les perspectives sont plus sévères.

Certes, je fais la part de la campagne d'intoxication politique dont les causes et les origines sont diverses, mais dont les objectifs sont identiques et trop évidents. Néanmoins, il y a les réalités et, d'abord, la hausse des prix, qui depuis l'été, en particulier, a pris un rythme excessif et inquiétant pour des causes, je l'ai déjà dit, dont certaines sont extérieures et dont d'autres nous sont propres. Et la hausse considérable du prix du pétrole, notre source d'énergie principale, est un nouveau facteur d'accélération. Par ailleurs, la crise qui s'est instaurée dans le marché mondial du pétrole et ses conséquences, les problèmes monétaires, tenant en particulier aux mouvements en dents de scie du dollar, tout cela crée un risque de ralentissement économique, ici ou là. Et assurément, si cela se produit, aucun pays ne pourra y échapper complètement.

Enfin, la vague de violence qui s'est installée un peu partout dans le monde et qui n'épargne pas toujours notre pays inquiète et trouble tous ceux et toutes celles d'entre vous qui ne demandent qu'à vivre en paix et à travailler avec tranquillité. En cette soirée, la dernière de l'année, que vous allez passer, je l'espère, en famille ou entre amis, à échanger des vœux, je voudrais que les miens vous apportent du réconfort.

Assurément l'année 1974 risque d'être difficile et en tout cas, plus que tout, elle est incertaine. C'est pourquoi, d'ailleurs, le gouvernement s'est gardé de prendre des mesures hâtives et inconsidérées, malgré les conseils et les reproches que nous distribuâmes, matin et soir, certains qui n'ont pas de meilleur plaisir que de dire du mal de leur pays.

Nous nous sommes bornés à faire appel à votre sagesse et à nous doter des moyens de faire face aux circonstances, circonstances dont personne, aujourd'hui, ne peut prévoir avec précision ce qu'elles seront. Mais je puis vous assurer que tout sera fait pour maintenir votre niveau de vie et votre pouvoir d'achat, notamment celui des plus faibles. Je puis vous assurer que tout sera fait pour éviter une crise généralisée de l'emploi. Je puis vous assurer que tout sera fait pour maintenir l'ordre, garant de la liberté. Seulement pour cela, j'ai besoin de votre aide et de votre participation. De votre attitude, de votre action, de votre sang-froid dépend pour une bonne part notre destin collectif.

Quant à moi, que vos suffrages ont placé à la tête de l'État, j'ai, sachez-le, conscience de mes responsabilités. Ces responsabilités, je les exercerai pleinement, avec le gouvernement, qui est fort de ma confiance, et du soutien de l'Assemblée nationale que vous avez élue il y a moins d'un an. Je voudrais que cette certitude vous détourne du découragement, ou de la résignation, et vous ouvre les voies de l'espérance et de la volonté. Soyons résolus et le ciel s'éclaircira, soyons unis et l'avenir nous récompensera.

Françaises, Français, du fond de mon cœur, je souhaite que l'année 1974, malgré quelques bourrasques, vous apporte à chacune et à chacun de la joie dans votre vie personnelle, familiale, dans vos projets.

Bonne année, Françaises, Français, bonne année et vive notre France.

VŒUX AUX CORPS CONSTITUÉS (1^{ER} JANVIER 1974)

Mots-clés : Administration – Élections législatives de 1973 – Médiateur de la République

Lieux : -

Bernard Chenot est vice-président du Conseil d'État, tandis que la fonction de Médiateur de la République, créée par la loi du 3 janvier 1973, est assumée par Antoine Pinay.

Monsieur le Président, monsieur le Vice-Président,
Mesdames, messieurs,

Je vous remercie des vœux qu'au nom de tous les Corps constitués ici représentés vous avez exprimés, monsieur le Vice-Président, à l'intention de ma femme et de moi-même. À mon tour, je vous assure de tous les souhaits que je forme pour vous-même et tous les vôtres.

Nous voici au début d'une nouvelle année.

Je sais que plus que jamais, les pessimistes parlent haut et il est vrai que les perspectives sont incertaines. Mais notre pays, grâce aux institutions qu'il s'est données voici bientôt quinze ans, grâce à la continuité dans l'action à laquelle il s'est attaché depuis lors et qu'il a confirmée une nouvelle fois au début de l'année qui s'est écoulée, grâce aux succès économiques qu'il a remportés et aux efforts e justice sociale qu'il a acco[mplis], aborde 1974 en bonne santé.

Si nous devons néanmoins rencontrer des difficultés nouvelles, nous aurons à resserrer encore les liens entre l'État, la Nation, l'administration et les administrés. Vous êtes, chacun à sa place détenteurs d'une fraction de l'autorité de l'État : il [vous] appartient d'exercer sans défaillance. N'oubliez pas que cette autorité et l'ordre qu'elle garantit constituent la meilleure protection, et je dirais la seule, de la liberté de tous.

Mais en raison des missions de service public qui vous incombent, vous êtes aussi le visage que l'État montre aux citoyens et que ceux-ci rencontrent dans leurs relations avec l'administration. Pour leur offrir ce qu'ils peuvent légitimement attendre de vous, vous devez en premier lieu être efficaces. Veillez à ce que les décisions soient prises en temps opportun et par les fonctionnaires à qui elles incombent normalement, sans les ramener inutilement jusqu'au niveau des administrations centrales.

Vous devez, en second lieu, être simples afin d'être compréhensibles. L'administration n'est pas une fin en soi ; elle est faite pour les administrés, non pour les administrateurs. Ramenez les procédures à la simplicité, à la clarté ; veillez à leur rapidité.

Vous devez enfin être justes, parce que l'État doit l'être pour le bien des citoyens. Soyez attentifs aux plus modestes qui ont le plus grand besoin du secours de l'administration et qui ont la plus grande peine à s'y faire entendre et comprendre. Que l'administration soit une aide et une protection pour le citoyen, non une crainte ni un obstacle.

Votre présence parmi nous, monsieur le Médiateur, atteste l'importance que la République, au-delà même de la justice, accorde à l'équité. Je sais que depuis votre installation, parmi les réclamations que vous avez déjà complètement examinées, vous avez été conduit à faire droit à une sur six environ. Cela, mon cher Président, montre l'utilité de la charge que vous avez acceptée et justifie la tâche que vous accomplissez, vous-même et vos collaborateurs, avec le concours de diverses administrations et des corps de contrôle. Peut-être aussi pouvons-nous trouver rassurant qu'après l'examen scrupuleux qui est le vôtre, vous ayez pu constater que dans cinq cas sur six, et s'agissant par nature de situations difficiles et litigieuses, l'administration avait fait son devoir et correctement fonctionné.

Ce devoir, je compte que tous vous l'assurerez cette année au service de l'État et pour le bien commun.

Vive la République, Vive la France.

VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE (3 JANVIER 1974)

Mots-clés : *Civilisation – Construction européenne*

Lieux : *Moyen-Orient – Vietnam*

Monsieur le Nonce,

Messieurs les Ambassadeurs,

Si, il y a un an, j'évoquais les regrets et les espérances, voici qu'aujourd'hui nous sommes entrés dans l'ère des incertitudes. Certes, au Vietnam, les hostilités ont théoriquement cessé, mais l'apaisement, le vrai, pour ces malheureuses populations est loin d'être acquis. Certes, à Genève, s'est ouverte une conférence dont, même si les conditions ne nous paraissent pas idéales, nous espérons qu'elle amorcera un règlement juste et durable du conflit du Proche-Orient. Mais que d'obstacles encore et que de répercussions, non seulement dans la région elle-même, mais sur le monde entier et en particulier sur l'Europe. Avant Copenhague, on pouvait se demander si la construction européenne était désormais paralysée ou si, au contraire, un nouvel élan la porterait. Neuf pays ont choisi de poursuivre l'effort et de l'accélérer. Encore faudra-t-il que ces intentions se traduisent dans les faits. Il n'est pas jusqu'à la détente qui avait marqué de significatifs progrès, sur laquelle aujourd'hui ne planent certains doutes et parfois des inquiétudes. Et beaucoup de prédire une récession générale des économies industrialisées dont on a vu en d'autres temps jusqu'à quels abîmes elle pouvait entraîner.

Peut-être après tout, est-ce là pour un monde qui a trop cru au progrès illimité, qui s'est refusé à prendre conscience des problèmes et de la force morale et même économique du monde sous-développé, qui, en un mot, s'est complu dans un aveugle optimisme, peut-être est-ce l'occasion de retrouver une échelle des valeurs. Peut-être est-ce l'occasion de comprendre que la destruction systématique de tout cadre, qu'il soit religieux, social, national ou familial ne mène et ne peut mener qu'à la table rase à partir de laquelle il est bien vain d'imaginer de nouvelles perspectives. Peut-être les notions d'autorité et de liberté, d'indépendance et de solidarité, d'ordre et de justice vont-elles à nouveau apparaître comme complémentaires, également nécessaires à la vie des hommes et des peuples et à leurs rapports.

On a parlé bien souvent de révisions déchirantes. Je crois que nous pouvons éviter les déchirements si les dirigeants des nations prennent une vue plus juste de leur devoir fondamental qui est de concilier les intérêts essentiels de leurs peuples avec le respect de la dignité des autres, et l'effort constant et obstiné pour la paix avec une nette appréciation des périls. Alors sans doute la clairvoyance succédera aux illusions, la prudence à l'insouciance mais aussi à la panique, et pourrons-nous croire que la sagesse l'emportera sur la violence.

Monsieur le Nonce, messieurs les ambassadeurs, c'est à dessein que je n'ai abordé avec précision aucun des problèmes particuliers de l'heure présente. La France est prête à aider à leur solution dans la mesure de ses forces et, j'ose le dire, conformément à sa mission traditionnelle. Mais, plus que jamais, il me semble essentiel et utile à dire que les nations, pas plus que les individus, n'ont su s'adapter à la révolution technique et scientifique, ni la dominer, révolution qui est source de progrès stupéfiants mais aussi d'aveuglement et de démesure, source d'envie aujourd'hui pour beaucoup, de perte peut-être demain pour tous. Puissent les hommes et leurs dirigeants s'attacher à le comprendre et en tirer la leçon.

N'est-ce pas le sens de l'appel que lance une fois encore au monde le souverain pontife, monsieur le Nonce ? Je vous remercie des vœux qu'au nom du Corps diplomatique vous avez bien voulu m'adresser et vous prie, messieurs, de transmettre aux souverains et chefs d'État qui vous ont accrédités auprès de moi les souhaits très sincères que je forme pour leur bonheur personnel et celui des nations qu'ils dirigent.

VŒUX DE LA PRESSE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE (3 JANVIER 1974)

Mots-clés : Année de l'Europe – Choc pétrolier de 1973 – Construction européenne – CSCE – Dollar – Énergie – Franc – Gaullisme – Guerre froide – Histoire/mémoire – Majorité

Lieux : Égypte – États-Unis – Inde – Israël – Japon – Lot – Méditerranée – Moyen-Orient – Pays-Bas – RFA – Royaume-Uni – URSS

Les vœux à la presse sont traditionnellement suivis d'une conférence de presse. Cette transcription n'inclut pas le texte des vœux eux-mêmes et commence directement sur le dialogue avec les journalistes.

Georges Pompidou – Alors, qu'est-ce qui vous préoccupe ? Je ne parle pas des Anglais ?

Un journaliste – Puisqu'ils achètent de l'or...

Georges Pompidou – Ils demandent de l'argent aux Allemands pour acheter des propriétés dans le Lot... Ce n'est pas la même bourse, mais enfin c'est de l'aménagement régional dans tous les cas. Je ne sais pas si les Allemands sont tellement pressés d'arroser... C'est jeudi aujourd'hui, cela doit se discuter un peu.

Lucienne Hubert-Rodier, La Nation – Justement, monsieur le Président, comment va-t-on parvenir à un accord dans ce domaine de la politique régionale ?

Georges Pompidou – Oh, vous savez un compromis interviendra, je l'imagine. Hier au cours du Conseil des ministres, j'ai rappelé la position de la France et notre souci de jouer un rôle conciliateur dans un débat qui, pour une fois, ne nous concerne qu'indirectement...

Charles Hargrove, Times – Mais la France bénéficierait de ce fonds régional aussi, monsieur le Président...

Georges Pompidou – Enfin... oui il faudrait bien voir ces régions se développer, le Centre, le Sud-Ouest, la Bretagne... Enfin il faut aboutir, il faut aboutir à quelque chose. Cela a été décidé au plus haut niveau, il serait fâcheux que l'on n'aboutisse pas.

Lucienne Hubert-Rodier, La Nation – *Ce problème des investissements britanniques notamment, ne va-t-il pas justement entrer en ligne de compte ? Vous aviez il y a déjà quelques années mis l'accent sur ce sujet.*

Georges Pompidou – Vous savez que nous avons une politique arabe. Un jour nous les nationaliserons (rires).

Un journaliste – *Dans le Lot seulement...*

Georges Pompidou – Non, mais il est certain que l'Angleterre a des problèmes mais elle n'est pas pauvre, grâce au ciel.

Charles Hargrove, Times – *On dit souvent que les Anglais ne sont pas pauvres, mais que c'est l'Angleterre qui est pauvre.*

Georges Pompidou – Les Français ont tendance à trouver que la France est riche. C'est un problème.

Élie Maissi, Maariv – *Monsieur le Président, plus généralement est-ce que vous avez l'impression que dans les récents événements on a pu constater des progrès de l'unité de l'Europe ou au contraire qu'il y a eu des pas en arrière ?*

Georges Pompidou – On ne peut pas dire qu'il y a eu des pas en arrière mais il y a eu des difficultés indiscutables. Chaque fois qu'on se trouve devant des vrais problèmes, une coalition politique ou autre, on ressent brusquement ces difficultés et chacun des participants est tenté, par le fait, de régir seul ou d'essayer de tirer seul son épingle du jeu. C'est un fait. Il y avait donc à mon avis non pas un recul de l'Europe mais une tentation, une tentation de tirer chacun son épingle du jeu, de jouer chacun son propre jeu et par conséquent de contrarier un certain nombre de progrès que l'on avait pris l'engagement d'accomplir ou tout du moins d'essayer d'accomplir. C'est pourquoi, j'ai pensé qu'il n'était pas mauvais que l'on se retrouve et que l'on discute.

C'est fait et dans l'ensemble on peut être assez satisfait de la réunion de Copenhague. Naturellement, nous n'étions pas tous du même avis. Mais, je l'ai dit, et répété, si nous étions tous du même avis sur tout, il n'y aurait plus de problèmes. Tout serait fini.

Mais, il y a eu quand même une volonté commune. On n'a senti chez personne, je dis chez personne, le désir de s'éloigner. Peut-être a-t-on senti un peu plus que par le passé, mais cela je ne m'en plaindrai pas, le fait que les États se sentaient tels en tant qu'États et que par conséquent, même ceux qui jusqu'alors avaient des conceptions à mes yeux extrêmes de la construction européenne, sans se le dire peut-être encore à eux-mêmes mais dans leurs réactions, ont montré que l'Europe serait bien forcément au départ et pour longtemps sans doute une confédération d'États et qu'on ne pouvait pas imaginer de la faire au détriment des réalités nationales, des réalités étatiques nationales, j'entends non seulement sur le plan

culturel, etc., mais sur le plan économique, sur le plan de la vie, sur le plan politique. C'est cela qui m'est apparu dans le sein de l'Europe, cette Europe un peu différente de celle conçue par ceux qu'on appelait les pères de l'Europe. Vous avez remarqué que l'Europe n'a pas de mère. Enfin, c'est le contraire, je ne sais pas comment on le désigne, de la parthénogenèse.

M. Forte, AFP – *Quelles sont les prochaines étapes de cette Europe ?*

Georges Pompidou – Les prochaines étapes, elles sont quotidiennes. Cela va être cette réunion à Bruxelles sur les problèmes régionaux. Il y en aura d'autres. Dieu sait s'il y en aura.

Il y en aura sur l'énergie bien entendu. J'ai constaté là aussi que devant la difficulté on commence par la critique ou l'amertume et puis on vient au réalisme et, au contraire, on se sent disposé à marcher en avant. Tel ou tel pays qui était tout à fait contre une politique européenne de l'énergie commence à se rendre compte que cette politique européenne de l'énergie sera une nécessité, que nous réclamons depuis des années. Ce qui ne veut pas dire que ce sera partout pareil et que tout sera pareil. Quoique enfin une coordination des problèmes de l'énergie, de l'organisation des stocks, d'un certain régime des prix, une certaine réglementation de la distribution, tout cela fait des progrès dans les esprits qui jusqu'ici étaient tout à fait hostiles. D'autant plus que nous avons beaucoup de gouvernement sociaux-démocrates, autour de nous. Comme chacun sait ils sont toujours partisans d'un libéralisme économique qu'étant réactionnaire conservateur, je réprouve.

Ne le dites pas au Chancelier (*rires*). Mais il est de mon avis.

M. Forte, AFP – *Vous ne craignez pas qu'en demandant aide et assistance aux Américains pour résoudre leurs problèmes pétroliers, les Pays-Bas s'écartent un peu de l'Europe ?*

Georges Pompidou – Les Pays-Bas ont des liens étroits avec les compagnies pétrolières, qu'elles soient américaines ou d'ailleurs hollandaises et par conséquent ils trouvent dans ces liens le moyen de traverser plus aisément une certaine crise. D'autre part Rotterdam est dans une situation privilégiée, en Europe, au point de vue raffinage, et évidemment je répète les Néerlandais ne risquent pas de manquer de pétrole. Ils en reçoivent encore certainement deux ou trois fois leur consommation, largement. En tout cas plus de deux fois. Mais ils souhaiteraient aussi que Rotterdam puisse garder cette place de premier centre de raffinage européen avec ce que cela représentait de bénéfices à l'exportation, sans parler du travail pour les raffineries et du rôle mondial que cela leur donnait.

Mais je ne crois pas que les Hollandais pour autant se détournent de l'Europe. Je crois même qu'ils se rapprochent de la notion d'une politique européenne de l'énergie.

M. Redmont, CBS – *Monsieur le Président, le franc a été une monnaie très forte pendant l'année passée. Mais j'ai noté que notre confrère France-Soir a fait le pronostic que le dollar sera à six francs à la fin de l'année. Est-ce que cela vous inquiète, ce glissement ?*

Georges Pompidou – Je n'en sais rien, tout comme votre confrère. Il se gardera bien le 31 décembre de le rappeler, sauf si par hasard il se trouvait avoir eu raison. En second lieu, le problème n'est pas de savoir si le franc baisse, le problème, là-dedans c'est la valeur du dollar. M. Heath, quand je suis allé à Chequers, m'a rappelé que j'avais été, disait-il, le premier, peut-être par courtoisie, à lui dire que le dollar allait remonter rapidement, lors de notre rencontre précédente.

C'est normal. Je crois, qu'à l'heure actuelle les Américains sont plutôt inquiets de cette hausse du dollar. Bien entendu, ils ne souhaitent pas que le dollar s'effondre pour des raisons politiques, générales. Il y a un moment après les dévaluations où il faut pouvoir s'arrêter. C'est une question de prestige même. Mais un dollar trop cher, pour les exportations américaines cela deviendrait préoccupant aussi. Par conséquent je pense que les Américains essaieront de leur côté d'éviter de faire que la hausse du dollar ne s'accroisse.

Quant à la faiblesse du franc, n'est-ce pas, j'ai eu l'occasion d'en parler. Le franc n'est pas une monnaie faible en soi. Nos prix sont parfaitement compétitifs, en général. J'ai même réussi à découvrir dans *Le Monde* un entrefilet de deux lignes pour dire que les prix avaient augmenté en Allemagne de 1,2% dans le mois d'octobre. Vous savez j'ai lu de très près. Alors par conséquent, nous sommes compétitifs.

Mais le simple fait de la hausse du pétrole risque d'handicaper notre commerce extérieur. Théoriquement nous aurons à payer en plus pour le pétrole et nous le saurons définitivement le 7 janvier. Nous pouvons penser dès maintenant dans une hypothèse moyenne que mécaniquement nous dépenserons pour l'achat du pétrole à peu près notre excédent de la balance des comptes du commerce extérieur. Nous sommes donc un pays dont la monnaie repose sur un commerce extérieur important et sur des réserves, qui par rapport à ce commerce, par rapport à ce que peut être ce mouvement de capitaux, ne sont pas extrêmement fortes. Je dois dire que j'ai lu quelque part et cela me paraît vrai que l'Allemagne est, à l'heure actuelle, le seul pays dont les réserves soient suffisantes pour pouvoir se dire que quelles que soient les pertes à l'exportation, elle n'aurait pas de véritables problèmes dans le courant de l'année 1974 à moins de catastrophes sur ce plan. Donc on peut avoir des difficultés, mais ces difficultés sont un peu irrationnelles, parce que malgré tout provisoires. Tout cela pourra se corriger et s'adapter et ne tient pas la valeur de l'économie française ni même à la valeur du franc en tant que monnaie propre.

Un journaliste – *Est-ce que toutes ces difficultés ne sont pas sensibles pour les autres pays qui auront à subir la hausse du prix du pétrole ?*

Georges Pompidou – Évidemment. Le Japon par exemple va avoir beaucoup de difficultés et tous les pays. Compte tenu de ses réserves l'Allemagne est la mieux placée pour pouvoir passer le cap de 1974. Mais il est possible que cela s'améliore aussi.

Charles Hargrove, Times – *Est-ce que je peux vous poser une question de politique intérieure ? En lisant la presse française, qu'elle soit hebdomadaire ou quotidienne, on dit que le gouvernement fait preuve de manque d'imagination...*

Georges Pompidou – Je vais créer un prix d'imagination à la suite de ces critiques, pour que celui qui fait la critique fasse preuve d'imagination et suggère un certain nombre de décisions.

Charles Hargrove – ... que la France s'ennuie de manque de grandeur, etc.

Georges Pompidou – À mon avis, il y a trois choses différentes.

Le manque d'imagination des pouvoirs. Je répète que je suis prêt à créer un prix que je tâcherai de doter richement avant que M. Giscard d'Estaing ne vienne imposer d'autres économies. Je demanderai au commentateur, au critique qu'il veuille bien me suggérer des décisions précises ou politiques de façon à ce que l'on voie que l'imagination, si elle n'est pas au pouvoir, est au bout des portes-plumes. Ce serait un premier point.

Le second point, c'est celui de la France qui souffre du manque de grandeur. La presse, en tout cas, en souffre car elle a beaucoup perdu avec le général de Gaulle, c'est certain... La France aussi. Il est vrai que la période de l'après-guerre, enfin tout au moins la Libération, ensuite les dernières années de 1958 à 1968 ont fait que par le prestige d'une personnalité exceptionnelle, notre pays avait une voix qui retentissait plus fort que ne le permettait peut-être sa puissance et sa substance et que les Français aimaient bien cela.

C'est certain. Que cela leur manque, c'est possible. Seulement une politique de grandeur, elle peut reposer sur deux choses. Sur un homme, c'était le cas. Comme disait M. Vincent Auriol, mon illustre prédécesseur, « nous ne sommes pas des titans ». Par conséquent, il est en effet possible que de ce point de vue-là il y ait un manque et difficile à combler parce que ce n'est pas seulement le génie, ni seulement la stature, c'était l'appel du 18 juin, et 1940, et la guerre. La guerre fait les grands hommes, c'est le Général qui l'a dit. Je ne peux pas souhaiter la guerre pour devenir grand et d'ailleurs ce n'est pas toujours celui qui la commence qui en tire gloire. Alors c'est une première façon d'être grand et la France l'aime assez, même quand c'est illusoire. Je me rappelle, dans ces fameux sondages, il y en avait un qui était assez instructif. On disait : « quel est le plus grand homme de l'histoire de France ? » L'immense majorité répondait « Napoléon » (eh oui, monsieur Hargrove). On demandait pourquoi Napoléon était grand, à cause du Code civil, etc., et la réponse la plus fréquente était : parce qu'il a agrandi la France. Or, chacun sait ce qu'il en est.

Alors c'est pour vous expliquer que cette espèce de foi dans un homme est irrationnelle. Elle est inspirée par le génie de l'homme et tout le monde s'en sent un peu solidaire. Et comme a dit un jour André Malraux, « même Marius, quand il boit son pastis s'il entend de Gaulle, il a l'impression qu'il participe à la France ». Je n'y peux rien.

Alors, il y a une deuxième façon d'être grand. C'est par sa propre puissance, sa propre force, son propre effort, c'est ce que je cherche à inspirer aux Français. Et je crois qu'ils suivent malgré tout. Mais enfin ils aiment moins cela et je crois qu'ils aimeraient que la grandeur vienne toute seule et d'ailleurs. Mais enfin finalement c'est un bon peuple, qui travaille, ce qui fait que les résultats finiront par être là.

Alors il y avait un troisième point. Vous avez parlé de l'existence d'un petit cercle. Là aussi j'ai lu un article qui m'a intéressé, cette fois-ci dans *Le Figaro*. Il s'agissait des histoires américaines sur le président Nixon et autres, je ne prends pas parti, bien entendu, sur le fond, et qui disait : quoi qu'il en soit, pour ou contre, les Américains en ont ras le bol. Cette expression

c'est celle du *Figaro* qui se met au goût du jour. Et il ajoutait, si je me souviens : de telle sorte que dans cette affaire il est possible qu'on dise ceci ou cela sur le président Nixon ou le gouvernement américain, mais il y a aussi une chose certaine c'est que cela a montré les limites de l'influence de la presse, de la radio, de la télévision, et que pour la première fois, ce sera un échec de la presse, de la radio, de la télévision. Cela peut se transposer.

André Passeron, Le Monde – *La session parlementaire vient de se terminer et nous avons eu l'avantage d'avoir 487 personnalités pendant trois mois à Paris, dont un certain nombre soutient le gouvernement et nous avons eu un certain nombre de voix discordantes dans ce soutien. Cela ne vient pas uniquement des salles de rédaction, ni des salons parisiens.*

Georges Pompidou – C'est parce que vous les intoxiquez.

Et puis, qu'est-ce que vous voulez, on a une Assemblée qui commence en France. Qu'est-ce qui se passe ? Ou bien la majorité est très faible, et dans ce cas là elle est ferme comme un roc. Ou bien elle est très forte, comme dans l'Assemblée précédente et dans ce cas-là tout le monde dit n'importe quoi, mais cela n'a pas d'importance. Ou bien on est dans une situation intermédiaire où il y a une majorité acquise certaine mais qui n'est pas, néanmoins, à l'abri des réactions internes, de dissensions. Alors il faut un moment où c'est comme les costumes, il faut les essayer. Vous voyez j'ai un costume neuf, il a fallu l'essayer.

Il faut qu'ils s'essaient, les UNR au contact des Républicains indépendants, et c'est d'autant plus difficile que les Républicains indépendants auxquels ils pensent le plus ne sont pas à l'Assemblée, cela peut créer des problèmes. Et puis il y a le CDP qui en même temps cherche à marquer sa place. Or, tout le monde discute un peu et puis l'UDR reste à la fois suffisamment forte pour avoir l'impression qu'après tout elle peut parler ferme et pas tout à fait assez pour gouverner seule. Et puis il y a les gens qui sortent et les gens qui rentrent. Il y a quelque chose que je ne comprends pas et qu'il faut que vous m'expliquiez. C'est que les gens qui entrent sont de bonne humeur et les gens qui sortent de mauvaise humeur. Mais en réalité, je vous fais une prévision, moins ambitieuse que celle de *France-Soir* tout à l'heure, je crois que lors de la prochaine session, vous constaterez que la majorité sera plus unie, plus cohérente qu'elle ne l'a été jusqu'ici, d'abord parce qu'il y aura des difficultés et que la difficulté c'est bon pour la cohésion.

André Passeron, Le Monde – *Vous ne savez pas encore si vous retouchez le costume ?*

Georges Pompidou – Eh bien, il m'arrive de le trouver un peu large, enfin en gros...

Louise de Bea, France-Inter – *Vous allez prochainement vous rendre en URSS. Quel est l'état des relations actuelles entre Paris et Moscou ?*

Georges Pompidou – Madame, il y a ce que j'en sais, dans nos relations. Je dirai qu'elles sont bonnes. Certes, il nous arrive de trouver que sur un point ou sur un autre, par exemple, sur l'affaire du Proche-Orient, mais cela n'intéresse pas que les Soviétiques, peut-être aurait-on pu vis-à-vis de la France être un peu plus coopératif. Mais en gros, moi je dis ces relations sont

bonnes. Il y a ensuite ce qu'en disent les dirigeants soviétiques, je ne parle pas de leurs déclarations publiques seulement, mais des télégrammes, des messages que je reçois, de la visite de M. Patolitchev et ce que m'a télégraphié M. Podgnorny. Elles sont excellentes. Il y a ensuite ce qu'en dit la presse soviétique qui s'anime un peu. Et puis il y aussi ce qu'en dit *L'Humanité*, alors là elles sont désastreuses, désastreuses. Alors choisissez entre les quatre formules. Mais au total je reste personnellement acquis à la détente en Europe comme ailleurs et à la coopération franco-soviétique. Simplement je souhaite que là aussi que, ça rentre et ça sorte, des deux côtés.

Maurice Delarue, Le Monde – *Est-ce que votre voyage se précise ?*

Georges Pompidou – Pour l'instant, il n'y a rien de particulier, mais enfin il a toujours été prévu pour le début de l'année. Il n'y a pas de raisons qu'il n'ait pas lieu. J'ai toujours dit pour ma part que je préférais en février.

Agence TASS – *Depuis le mois d'août, la presse française ne se montre pas tout à fait amicale envers l'Union soviétique et certains commentateurs vont plus loin, et abordent la question des négociations en cours entre l'Est et l'Ouest en prédisant des retards dans les conférences, par exemple la conférence sur la sécurité européenne. Est-ce que vous pensez que 1974 représente les meilleures chances pour cette conférence qui a franchi deux phases qui étaient assez productives à tous points de vue ?*

Georges Pompidou – Vous devez savoir que la presse française jouit d'une étrange liberté, par conséquent ce qu'elle veut dire représente la pensée de ceux qui y écrivent, mais pas forcément celle du gouvernement. D'ailleurs, si nous mettions côte à côte les critiques envers le gouvernement français et envers le gouvernement soviétique, vous verriez que vous êtes favorisés.

Cela dit, cela ne change rien à notre politique je vous l'ai dit. Et quant à la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne, elle a franchi ses deux premières étapes, en effet, à peu près. Elle est un peu au stade où les commissions, comités, groupes de travail se réunissent, où chacun essaie de faire ses comptes plus ou moins. Donc cela peut durer un certain temps, mais l'année 1974 ne se terminera pas, à mon avis, sans qu'il y ait la troisième phase de la Conférence, je ne le crois pas. En tout cas si cela arrivait, ce serait certainement un échec pour la détente. Le problème est de savoir à quel niveau et sous quelle forme aura lieu ce troisième stade de la Conférence. Sur ce point je serai plus modeste que d'autres en ce qui me concerne, quant à mes aspirations. Parce que je crois qu'en toutes choses mieux vaut progresser que partir de trop haut, pour après cela piétiner ou reculer. Mais enfin je suis convaincu que nous aurons au printemps, ou au début de l'été, la troisième phase de la Conférence, à moins d'événements extraordinaires.

Élie Maissi – *Monsieur le Président, il a été dit avant la fin de l'année que vous étiez pessimiste au sujet des perspectives du Moyen-Orient.*

Georges Pompidou – J'aurais pu vous dire cela l'été dernier et même au printemps dernier.

Élie Maïssi – *L'êtes-vous toujours depuis les derniers travaux de la Conférence de Genève ?*

Georges Pompidou – Oui, je le suis toujours.

Naturellement, je pense qu'à moins d'événements ou de réactions trop brutales ou inattendues des uns et des autres on va aboutir à des résultats en ce qui concerne le désengagement militaire. Je pense même qu'il n'est pas exclu, encore que ce ne soit pas certain, qu'il y ait quelque chose, peut-être même un accord de paix, entre Israël et l'Égypte, peut-être tel autre de ses voisins. Mais ce que je crois et qui me rend pessimiste, c'est que ces accords ne seront pas reconnus et admis par l'ensemble des populations des pays intéressés et que finalement, cela risque de se présenter davantage comme une sorte d'armistice prolongé que comme une paix définitive.

Je ne vous cache pas que je maintiens mon point de vue, je ne parle plus de la guerre des Six Jours, laissons-la derrière, je maintiens mon point de vue comme quoi l'intérêt des peuples de la région sans aucun doute et l'intérêt d'Israël, à mes yeux, à coup sûr, c'est d'aboutir à un règlement qui fasse que tout le monde, dans la région, l'admette comme définitif et que ce règlement soit garanti, réellement garanti, de façon certaine, qu'il ne puisse pas être remis en cause au hasard, comme ce fut le cas en d'autres circonstances. Je ne crois pas qu'on aille vers cela en ce moment.

André Passeron, Le Monde – *Une initiative de la France, en ce domaine, est-elle possible ?*

Georges Pompidou – En ce moment, nous sommes prêts naturellement à contribuer à ce que l'on pourrait faire [*plusieurs mots partiellement illisibles* : « [?] d'une force de [s]écurité si [?]-on en deman- »]. En particulier participer sur le plan des garanties si l'on en demande. Je crois que la tactique qui a été adoptée et qui a consisté finalement pour les deux grandes puissances à imposer aux pays intéressés de parler, d'arrêter de se battre d'abord, puis de parler, je crois que c'est une tactique qui sur le moment peut aboutir à quelques résultats. Et je souhaite profondément que la conférence de Genève aboutisse. Nous ne ferons certainement à aucun moment rien par derrière ni ouvertement pour la contrarier.

Je ne crois pas que ce soit la voie définitive et je ne crois pas qu'à l'heure actuelle une initiative française puisse être accueillie. Elle ne serait accueillie d'aucun côté. Elle ne serait pas accueillie d'Israël qui s'imagine que la France veut sa mort, en tout cas bien à tort, et elle ne serait pas accueillie par l'Égypte tellement avec enthousiasme, quoi qu'elle en dise, par le simple fait qu'elle s'est engagée sur une autre voie.

Lucienne Hubert-Rodier, La Nation – *Il y a un domaine dans lequel la France a pris une initiative, cette suggestion d'un accord entre pays méditerranéens et arabes et les pays d'Europe. Quelles sont les suites qu'on peut en attendre ?*

Georges Pompidou – Ça, c'est autre chose. Il s'agit des problèmes pétroliers et du dialogue éventuel entre pays producteurs et pays consommateurs, que ce soient les consommateurs les plus favorisés ou les pays sous-développés, ceux qui souffrent le plus de la crise actuelle et des prix actuels comme l'Inde. C'est quelque chose qui chemise parallèlement à la proposition de monsieur Kissinger.

J'en ai parlé avec lui et le lui ai dit : votre proposition nous la regardons ; mais qu'est-ce qu'elle veut dire ? Si c'est un syndicat de pays industrialisés riches, essayant de s'imposer aux pays producteurs, nous ne sommes pas pour. Si c'est un dialogue entre producteurs et consommateurs riches et pauvres, ou en tout cas où les pauvres aussi seront représentés, nous sommes pour. Ce sont des choses qui aboutiront, je crois, mais il faut un peu de temps.

Sullivan, Newsweek – *Monsieur le Président, l'année dite de l'Europe vient de prendre fin, elle va certainement continuer. Mais est-ce que vous pouvez nous dire en ce moment si les diverses initiatives de conversation peuvent mener à une meilleure compréhension transatlantique ou si c'est le contraire ?*

Georges Pompidou – Monsieur Kissinger a dit que 1973 serait l'année de l'Europe, Monsieur Poher m'a dit l'autre jour que 1974 serait aussi l'année de l'Europe. Je lui ai répondu que l'Europe était une chose en gestation et que cela se ferait dans beaucoup d'années. Par conséquent, je ne crois pas que l'année 1973 ait été l'année de l'Europe et que 1974 le sera. Au surplus il faut savoir ce que l'on appelle l'année de l'Europe. Il arrive que l'on ait l'impression, inexacte bien entendu, que c'est l'année où l'on va mettre l'Europe à la raison ou au pas. Heureusement que personne ne le pense parce que ce serait pénible, à nous Européens.

Et puis 1973 a été une année assez agitée pour l'Europe par le fait, je le dis franchement, de l'accord entre l'Union soviétique et des États-Unis qui n'est pas dirigé contre l'Europe bien entendu mais qui enfin représente un tel poids dans la politique mondiale, une telle tentation de diriger seuls que, en dépit des déclarations et en dépit des intentions, il est extrêmement difficile à deux puissances aussi écrasantes de ne pas avoir la tentation d'aller de l'avant et de se préoccuper après tout secondairement des réactions des autres, y compris de l'Europe. C'est une raison certainement pour les pays européens pour essayer de se grouper, de parler d'une seule voix et par là même d'acquérir un certain poids et de s'imposer au respect des autres. La France d'ailleurs de ce point de vue travaille particulièrement grâce à ses excellentes relations qu'elle a avec les États-Unis et grâce à l'excellente coopération qu'elle a avec l'Union soviétique. Elle est peut être de tous les pays européens celui qui sur ce point a les relations les plus équilibrées, encore que je ne confonde pas exactement ces relations...

Georges Leroy, Europe 1 – « Question sur le *Canard Enchaîné*. Non enregistrée. »

[fin du texte]

Index :

A	G
Action culturelle extérieure..... 9	Gaullisme..... 27
Aérospatial..... 21	Guerre froide..... 3, 12, 14, 19, 21, 27
Afrique..... 9	CSCE..... 21, 27
Aide au développement..... 14	Désarmement..... 8
Algérie..... 9	Ostpolitik..... 14, 21
Allemagne.....	H
RFA..... 8, 27	Histoire/mémoire..... 2, 27
Aménagement du territoire.....	I
Déconcentration/décentralisation..... 7	Inde..... 14, 21, 27
Année de l'Europe..... 27	Information..... 9
B	Institutions..... 4, 9, 13
Belgique..... 16	Administration..... 7, 18, 24
Biafra..... 3	Médiateur de la République..... 24
C	Israël..... 27
Chine..... 9, 14, 21	J
Choc pétrolier de 1973..... 23, 27	Japon..... 6, 19, 27
Civilisation..... 26	L
Commerce international..... 9	Lot..... 27
Commerce extérieur français..... 19	Luxembourg..... 9
Construction européenne..... 9, 12, 14, 16, 21, 26, 27	M
Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun... 14	Mai 1968..... 4, 16
PAC..... 9	Maroc..... 9
Coopération..... 9, 12, 14	Méditerranée..... 27
Coopération économique et industrielle..... 19	Moyen-Orient..... 3, 8, 14, 21, 26, 27
Croissance..... 16	O
D	Organisations internationales..... 3
Désarmement.....	ONU..... 3, 12, 14
Ostpolitik..... 8	P
E	Pakistan..... 14, 21
Éducation nationale..... 16	Pays-Bas..... 9, 27
Égypte..... 27	Prix.....
Élections législatives.....	Inflation..... 16, 23
1973..... 18, 24	Protection sociale..... 12
Énergie..... 27	
États-Unis..... 9, 27	

R		T
Royaume-Uni.....	9, 27	Transports..... 16
S		U
Sécurité.....		URSS..... 27
<i>Ordre public</i>	16, 23	V
Société.....		Vie politique.....
<i>Démographie</i>	6	<i>Majorité</i> 27
Système monétaire international.....	14, 16	Vietnam..... 3, 8, 14, 19, 21, 26
<i>Dollar</i>	27	Voyages..... 9, 19
<i>Franc</i>	27	

À propos de ce document

L'Institut Georges Pompidou, association reconnue d'utilité publique, consacre ses efforts à la recherche sur l'activité de Georges Pompidou comme Premier ministre et comme Président de la République, par le biais de colloques, de publications et de documentation en ligne, dans le cadre d'un partenariat étroit avec les Archives nationales.

L'Institut a entamé la saisie systématique des discours de Georges Pompidou, dont il possède une collection presque complète (environ 1 mètre linéaire). Il s'agit de photocopies des originaux déposés aux Archives nationales, fonds présidentiel 5AG2, cartons 1086 à 1091. Certains textes peuvent se révéler incomplets ou partiellement lisibles.

Ces discours font l'objet d'un travail éditorial. Il s'agit d'une part de leur description par un jeu de mots-clés indexant les thèmes abordés. Il s'agit d'autre part d'une transcription à fins de consultation et de recherche : se reporter à nos originaux pour les éventuelles marques de correction ou encore pour la mise en page d'origine.

Contact :

Institut Georges Pompidou – 6 rue Beaubourg – 75004 Paris

recherche@georges-pompidou.org – <http://www.georges-pompidou.org>